

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA CHAMBRE DES MONNAIES

ET

L'ADMINISTRATION DES MONNAIES SOUS L'ANCIEN RÉGIME

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 10 juin 1919, à 1 heure 1/2

PAR

Roger DEBRAY

Président : M. CHÉNON, professeur

*Suffragants : { MM. P. FOURNIER, professeur
MEYNIAL, professeur*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, VI^e

1919

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41550427_0050

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA CHAMBRE DES MONNAIES

ET

L'ADMINISTRATION DES MONNAIES SOUS L'ANCIEN RÉGIME

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 10 juin 1919, à 1 heure 1/2

PAR

Roger DEBRAY



Président : M. CHÉNON, professeur

Suffragants : { MM. P. FOURNIER, *professeur*
MEYNIAL, *professeur*

PARIS

JOUVE & C^o, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, VI^e

1919

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA CHAMBRE DES MONNAIES

ET

L'ADMINISTRATION DES MONNAIES SOUS L'ANCIEN RÉGIME

INTRODUCTION

La monnaie, l'une des inventions capitales de l'humanité, offre un sujet d'études extrêmement vaste et complexe.

Historiens, économistes, financiers, juristes, techniciens du monnayage, c'est-à-dire de l'art de la fabrication des pièces de monnaie, l'envisagent sous des aspects différents, suivant leur propre point de vue.

Ce n'est donc pas une encyclopédie de la monnaie, que nous nous proposons d'élaborer. Nous ne toucherons que par occasion et dans la mesure requise pour l'intelligence de notre travail, aux questions d'ordre économique, financier ou technique.

Notre but est d'écrire un chapitre de l'histoire du

Droit de la monnaie, chapitre important, puisqu'il embrasse toute l'ancienne France, depuis ses premiers rois jusqu'à la veille de la Révolution.

L'ampleur de la période envisagée nous aurait découragé, si nous n'avions trouvé une documentation abondante et précise dans les ouvrages des historiens de la monnaie qui ont été composés sous la monarchie. Ces ouvrages, dont les titres et les auteurs sont indiqués à notre bibliographie, sont extrêmement copieux, nourris de renseignements multiples sur tous les sujets relatifs à la monnaie. Ils contiennent toutes les ordonnances, tous les édits, toutes les déclarations et tous les arrêts rendus en matière de monnaies.

Le traité en forme de dictionnaire d'Abot de Bazinghen est une source particulièrement précieuse. Mais ces ouvrages ont été écrits par les praticiens de la monnaie sous l'ancien régime, spécialement pour les officiers des monnaies et les membres de la Cour des Monnaies.

Ils manquent d'ordre méthodique, contiennent de nombreuses répétitions et ne cherchent pas à dégager les principes de l'ancienne administration monétaire.

Ce sont précisément ces principes de l'organisation administrative des monnaies que nous voudrions mettre en lumière.

Peut-être est-il bon de rappeler ici brièvement la

lente formation de la monnaie au cours de l'histoire économique et sociale.

Les difficultés du troc, c'est-à-dire de l'échange direct, marchandise contre marchandise, ont poussé les hommes à l'invention de la monnaie.

Cette invention, loin de s'être produite tout d'un coup, a été préparée par une longue évolution. La première idée qui se présenta fut de choisir une tierce marchandise destinée à figurer dans chaque échange. Le bétail joua ce rôle dans les sociétés patriarcales.

Suivant les climats, les marchandises les plus diverses, telles que le thé, le riz, les cotonnades, les fourrures, servirent d'intermédiaires.

Mais de bonne heure, dans les sociétés parvenues à un certain stade de civilisation, les métaux précieux, le cuivre, l'or et l'argent, apparurent comme les plus aptes à remplir les fonctions dont il s'agit. Les propriétés naturelles de ces métaux les rendent facilement transportables, difficilement falsifiables, leur assurent une identité de qualité, une divisibilité parfaite, une durée indéfinie et en font évidemment les meilleurs instruments d'échanges.

Cette évidence n'échappa pas aux très anciens peuples, et spécialement aux hommes qui pratiquaient le commerce.

Mais l'emploi des métaux précieux en qualité d'instruments d'échange n'était pas encore l'emploi

de la monnaie proprement dite. On était sur la voie de l'invention ; les dernières étapes restaient encore à franchir. Des peuples riches et très commerçants, comme l'Egypte, la Chaldée et l'Assyrie, vécurent des milliers d'années dans la prospérité en se servant des métaux précieux dans leurs négoes, tout en continuant à ignorer complètement l'usage de la monnaie.

Comment s'opéra la transformation ? D'abord on imagina de se servir de métaux précieux sous la forme de lingots bruts.

Dans tout échange, il fallut les peser, puis les essayer. Les actes juridiques du très ancien droit romain, la *mancipatio*, par exemple, étaient une survivance de l'âge où l'on pesait l'instrument des échanges.

Le *libripens* avait à cet égard une valeur symbolique frappante.

La double opération de la pesée et de l'essai rendait encore les échanges trop lents. Lorsqu'un système de poids et de mesures fut créé, on conçut l'idée de se servir de lingots taillés dont le poids et le titre étaient déterminés à l'avance ; on comprit aussi l'utilité qu'il y avait à faire garantir ce titre et ce poids par l'autorité publique, à l'aide d'un sceau ou d'un poinçon officiel. Désormais les lingots ne furent plus pesés, mais comptés.

Et c'est alors seulement que l'on put dire que la monnaie était inventée (1).

Plus tard encore, un nouveau perfectionnement fut apporté. La forme irrégulière ou cubique du lingot était incommode, et, malgré le poinçon officiel, il était possible de le rogner sans que cette falsification fût reconnue. C'est pourquoi l'on a finalement adopté la forme de petits disques revêtus d'empreintes en relief sur la totalité de leur surface, la face, le revers et le cordon, de telle sorte qu'on ne puisse ni limer, ni altérer la pièce sans laisser de traces visibles sur le dessin qui la recouvre de toutes parts.

On était ainsi arrivé à trouver le type définitif de la pièce de monnaie tel qu'il a été défini par Stanley Jevons : « lingot dont le poids et le titre sont garantis par l'Etat et vérifiés par l'intégrité des empreintes qui en recouvrent la surface (2).

Cette définition eût été parfaitement exacte dès les premiers temps de la monarchie mérovingienne.

L'idée d'un contrôle et d'une garantie de l'Etat est inséparable de celle de la monnaie. Lorsque l'Etat était personnifié par le Roi, c'est à lui qu'incombait cette mission de nécessaire garantie. Comment exerçait-il cette mission ?

Sous l'autorité souveraine du Roi, à l'époque mo-

1. On a conjecturé que la première monnaie fut frappée par un roi de Lydie, vers l'an 650 à 700 av. Jésus-Christ.

2. Cf. Gide : *Cours d'Economie politique*, p. 290.

narchique, la monnaie était fabriquée dans des ateliers appelés Hôtels des Monnaies.

A chaque hôtel étaient attachés des officiers de diverses catégories, soumis primitivement à la surveillance et à la juridiction des Généraux-Maitres, puis de la Chambre, enfin de la Cour des Monnaies. Celle-ci connaissait souverainement de toutes les questions de monnayage et étendait sa juridiction sur toutes les personnes occupées, de loin ou de près, au travail de la monnaie et des matières précieuses, ainsi que sur tous les officiers des monnaies.

Telle est l'idée générale dont nous allons étudier les applications et les divers aspects.

Notre étude est divisée en trois chapitres.

Le premier a pour objet les pouvoirs du Roi en matière de monnaies ; nous y verrons aussi comment et par quels procédés le Roi a délégué son droit et permis l'exploitation de son monopole.

Le second chapitre — le plus étendu — est consacré à la Cour des Monnaies, à ses origines, à son histoire, à son organisation et à sa juridiction.

Enfin, dans le chapitre troisième, nous nous attacherons aux hôtels et ateliers monétaires, à leur organisation, aux officiers particuliers qui en constituaient les cadres.

CHAPITRE PREMIER

Du monopole royal en matière de monnaie et de ses divers modes d'exploitation

MONOPOLE ROYAL

La monnaie ne peut remplir sa fonction que si son poids et son titre sont garantis par l'autorité publique.

La réglementation du monnayage appartient donc à l'Etat. En d'autres termes : elle est un attribut du souverain ; dans l'ancienne France, à l'époque monarchique, elle constituait un attribut de la souveraineté royale.

On pourrait concevoir que la frappe et l'émission de la monnaie fussent laissées libres dans une certaine mesure, c'est-à-dire sous réserve de la réglementation nécessaire de l'autorité publique. Mais le principe a toujours été que le droit de frapper et d'émettre la monnaie appartenait au souverain. Aussi, à l'époque où, suivant la formule de Beauma-

noir, « chaque baron était souverain dans sa baronnie », les barons jouissaient-ils du droit de battre monnaie, au moins en principe. Saint Louis, en 1263, commença l'emprise royale, en décidant que la monnaie du roi aurait cours exclusivement dans son domaine, et aurait cours dans les domaines seigneuriaux concurremment avec la monnaie du baron (1). Philippe le Bel contrôle si rigoureusement les monnaies seigneuriales que nombre de seigneurs préfèrent lui vendre leur droit de monnayage (2). En 1315, il n'en reste plus qu'un petit nombre qui l'aient conservé, et dont le roi, d'ailleurs, fixe le mode d'exercice (3). Sous l'ancien régime, c'est un principe absolu que le droit de battre monnaie appartient au Roi.

Ce principe est formellement affirmé par les anciens auteurs et spécialement par les historiens de la monnaie qui ont écrit sous l'ancien régime. Les définitions mêmes qu'ils donnent de la monnaie impliquent la souveraineté royale en ce domaine.

« La monnaie, dit Boizard (4), est une portion de quelque matière que ce soit, à laquelle l'autorité publique a donné un poids et une valeur certaine

1. Cf. Ord. de mai 1263.

2. Ord. de juin 1313; cf. Boizard, *op. cit.*, p. 53-54.

3. Ord. du 28 nov. 1315; elle contient le nom de 30 barons seulement. Cf. ch. V. Langlois, *Ord. de 1315 sur les monnaies baroniales*, dans *la Revue archéologique*.

4. *Op. cit.*

pour servir de prix à toutes choses étant dans le commerce. »

« La monnaie, dit Boutterone (1), vient du mot latin *monere* qui signifie avertir; on a donné ce nom à la monnaie parce que la matière des espèces, leur poids, leurs empreintes et leur nom marquent leur valeur, font connaître celui qui les a fait fabriquer, peuvent conserver le mémoire des princes et celles de leurs actions les plus remarquables... La monnaie réelle et effective de toutes les espèces d'or, d'argent, de billon ou de cuivre, à qui le souverain a fixé une valeur pour avoir cours dans le commerce. »

Le droit du souverain, qu'on le remarque, est ici affirmé, non seulement en ce qui concerne la réglementation proprement dite du monnayage, mais aussi relativement à la frappe. Car Boutterone dit que les empreintes et le nom des princes font connaître « celui qui les a fait fabriquer », c'est-à-dire le Prince ayant seul le droit de frappe qu'il peut d'ailleurs concéder.

Mais d'autres historiens monétaires ont appuyé d'une manière beaucoup plus explicite encore sur le pouvoir du souverain.

Constans, dans son *Traité de la Cour des Monnaies*, publié en 1658, énonçait en ces termes le

1. *Recherches curieuses des monnaies de France*, cité par Bazeinghes, v^e Monnaie.

principe de la souveraineté royale en matière monétaire :

« Le pouvoir que les Rois et les Empereurs ont eu de faire fabriquer et marquer la monnoye de leur nom, de leur coing et de leurs armes, et de lui donner le poids, le titre, le prix et la figure, a toujours été estimé la principale marque de leur souveraineté (1).

« Les rois, dit plus loin Constans (2), se sont toujours réservés ce droit de souveraineté de régler le poids, la loy et le prix des monnaies des prélats et barons auxquels même ils auraient accordé le droit d'en faire fabriquer en leurs terres et seigneuries. »

Et le même auteur ajoute (3) : « Comme le pouvoir de faire forger et battre monnoye à ses coins et armes est une des plus essentielles marques de la souveraineté ; aussi nos rois ont-ils toujours pris un soin particulier de signaler la possession de leurs conquêtes par l'établissement de quelque fabrication d'espèces de monnoye à leurs coins et armes dans les pays nouvellement soumis à leur domination. »

1. Constans, *Traité de la Cour des Monnaies et de l'étendue de sa juridiction*.

Essistre. — Constans va jusqu'à dire que le fils de Dieu, à la vue de la monnaie qui lui fut présentée portant l'image de Tibère, prononça si favorablement pour cet empereur que, par cet oracle infallible, il a voulu apprendre que cette marque est la plus expresse des souverainetés temporelles.

2. Page 8.

3. Constans, *op. cit.*, p. 128-129.

Un des historiens les plus éminents de la monnaie, Abot de Bazinghen, écrivait à la fin du xviii^e siècle (1).

« Le pouvoir de battre monnaie appartient de droit et privativement au souverain, attendu que lui seul a droit d'exiger que son témoignage fasse autorité pour tout un peuple. Une invention si utile et si nécessaire eût été facilement corrompue, si chaque particulier eût eu la liberté de la mettre en usage ; il est vraisemblable qu'au commencement ce pouvoir fut déferé aux anciens et aux chefs de famille qui avaient les autres prérogatives ; que les familles s'étant accrues et les communautés qui en étaient composées, en se soumettant à la conduite d'un chef, lui attribuèrent aussi ce droit, joignant le pouvoir de battre et de régler la monnaie à celui de commander : il était très juste que ce qui était la base du commerce et le prix de toutes choses reçût sa valeur et son autorité de celui qui devait être le dépositaire et le protecteur de l'intérêt public ; c'est pourquoi l'on a toujours regardé ce droit comme un droit par sa nature incommutable. »

Les citations que nous venons de faire des anciens auteurs sont évidemment inexactes au point de vue historique ; mais elles sont utiles pour indiquer

1. *Traité des monnaies*, V^e Monnaie, p. 53.

quelles étaient sous l'ancien régime les conceptions reçues.

Ces conceptions se traduisent, dans la sphère du droit pénal par l'incrimination capitale de l'atteinte portée à la souveraineté royale en matière de monnaies. La sévérité des lois anciennes, qui nous semble aujourd'hui monstrueuse, s'expliquait cependant alors dans une certaine mesure.

L'imperfection des anciennes monnaies et la facilité relative de les contrefaire rendaient la falsification très dangereuse, soit pour l'Etat, dont elle ébranlait le crédit, soit pour les particuliers dont elle atteignait la fortune. Aussi la peine de mort par le feu paraît lui avoir été appliquée dans la législation romaine et dans les législations du moyen âge.

La loi romaine considérait déjà la fabrication de la fausse monnaie comme un crime de lèse-majesté.

La loi 2 au Code, *De falsa moneta*, 9, 24, lui donnait nettement ce caractère.

Cette qualification lui a été conservée dans l'ancien droit français.

« C'est au roi seul qu'appartient le droit de battre monnaie », disait Murjart de Vouglans (1). « Celui qui forge de la fausse monnaie, disait-on encore, donne un soufflet au roi. »

Criminalistes et historiens monétaires nous appor-

1. Murjart de Vouglans, *Institutes criminelles*, p. 141.

tent donc des témoignages concordants sur le principe général du pouvoir du Roi en matière de monnaies, sous l'ancien régime.

Il convient de ne pas les déformer sous l'influence d'idées plus récentes. Aux yeux des criminalistes contemporains, la science politique et économique moderne a reconnu depuis longtemps que le droit de battre monnaie, loin d'être inhérent à la souveraineté, n'est qu'un monopole nécessaire accordé à l'Etat. Le droit pénal s'est par suite plié à des idées plus modérées et plus exactes.

« Le particulier qui fabrique ou émet de la fausse monnaie, dit M. le Professeur Garraud (1), n'usurpe pas davantage la souveraineté que celui qui fabrique ou vend du tabac ou de la poudre dans les pays où l'Etat s'est réservé le monopole de la fabrication et de la vente du tabac ou de la poudre. » Quelle est donc la nature propre du crime de fausse monnaie, se demande l'éminent criminaliste ?

C'est un vol ou une escroquerie commise à l'aide d'un faux, souvent même l'un et l'autre. Un vol, à l'aide d'un faux, dans l'hypothèse rare où l'on fabrique de la monnaie au poids et au titre de la monnaie légale ; car on soustrait à l'Etat le bénéfice du monnayage. C'est une escroquerie à l'aide d'un faux, lorsqu'on altère les monnaies de l'Etat. C'est un vol

1. *Traité de droit pénal français*, t. III. De la fausse monnaie.

fait à l'Etat en même temps qu'une escroquerie au préjudice des particuliers lorsqu'on fabrique de la monnaie qui n'a pas le titre et le poids de la monnaie légale. Le faux monnayage ne fait pas seulement tort aux individus qui reçoivent pour vraie une monnaie fausse ; il ébranle la foi de tous dans la sincérité de la monnaie, la confiance publique nécessaire pour que la monnaie remplisse sa fonction d'instrument d'échange.

Il n'en est pas moins vrai que, sous l'ancien régime, fabriquer de la fausse monnaie était un crime de lèse-majesté et que la souveraineté royale s'étendait à la frappe et à l'émission aussi bien qu'à la réglementation du monnayage. Ce principe, qui nous a semblé nettement exprimé par les anciens auteurs, n'est cependant pas entièrement accepté par M. Flach.

« On a confondu, dit-il, sous le nom de droit de battre monnaie le droit de fixer le titre et le type de la monnaie, ou en général de réglementer le monnayage, avec le droit de frappe et d'émission. Le premier est un droit de souveraineté, le second peut être ouvert à tous, réservé à quelques-uns, ou monopolisé entièrement par l'Etat » (1).

M. Flach estime que le droit d'émission et de frappe des monnaies ne rentrait pas dans la catégo-

1. Flach, *les Origines de l'Ancienne France*, t. III, p. 345, note.

rie des droits de souveraineté ou des droits régaliens, dans le sens de monopoles ou de prérogatives. Il ne s'agirait, d'après cet auteur, que d'une tutelle administrative et d'une exploitation ne présentant rien d'exclusif. Et le savant historien de notre ancienne France croit devoir rattacher les pouvoirs du roi, en matière de frappe et d'émission, au ban royal (1).

Le ban royal était une sorte de pouvoir réglementaire grâce auquel le roi, comme autrefois le magistrat romain, assurait l'exécution de la loi, l'interprétait, la complétait et finalement la modifiait.

C'est en vertu de son ban que le roi carolingien autorisait l'ouverture des ateliers monétaires et réglementait leur fonctionnement.

« Il lui était loisible de se faire payer par les concessionnaires des rétributions ou des quote-parts plus ou moins élevées, et il parvenait à tirer des profits d'autant plus grands des stations de péage, marchés, *ateliers monétaires* dont il se réservait à lui-même l'exploitation que ceux-ci subissaient une moindre concurrence, mais ni la levée du tonlieu, ni la frappe de la monnaie n'étaient une émanation directe de sa souveraineté. Tout se ramenait à un droit de contrôle, à une réglementation édictoriale. C'est à ce droit que le roi renonce, avec les émoluments qui en provenaient, quand il concède péage, marché, mon-

1. *Op. cit.*, t. III, p. 339 et suiv.

naie, à un immuniste, ce n'est pas à un droit régalien de lever un impôt indirect ou d'émettre du numéraire (1). »

Sous réserve de la controverse suscitée par M. Flach, nous concluons donc que, soit qu'on l'entende d'une manière large, soit qu'on l'envisage d'une manière plus restreinte, le droit de battre monnaie était un attribut de la puissance royale. Seul le souverain avait le pouvoir de faire fabriquer la monnaie. Aussi ceux qui en fabriquaient sans sa permission expresse ou qui commettaient en cette matière des abus quelconques se trouvaient-ils en état de rébellion contre la souveraineté elle-même.

Le crime de fausse monnaie était un crime public, le plus punissable de tous les crimes de faux. C'était un crime de lèse-majesté au second chef, châtié par la mort (2). La connaissance échappait aux seigneurs Hauts-justiciers et était réservée aux seuls officiers royaux, exerçant la justice au nom du Roi.

Bien que les pénalités édictées contre les faux monnayeurs se soient adoucies à l'époque moderne, le monopole de la frappe est demeuré un principe essentiel dans tous les pays.

1. Flach, *loc. cit.*, t. III, p. 346-347.

2. La peine de mort était même parfois accompagnée de supplices. La Coutume de Bretagne portait en termes exprès : « Les faux monnayeurs seront bouillis puis pendus. » La Coutume de Londres portait : « Qui fait ou forge fausse monnaie doit être traîné, bouilli ou pendu. »

La plupart des Etats exploitent ce monopole en régie, et quelques-uns d'après le système de l'entreprise (1). Aujourd'hui, comme autrefois, le souverain seul bat monnaie en réalité.

Ayant seul le pouvoir de faire fabriquer la monnaie, le roi a également, et par voie de conséquence, le droit de percevoir un impôt à l'occasion de la frappe. Cet impôt s'appelle *seigneurage*.

« Il fut admis, dit M. Vuitry, que le pouvoir public qui achetait le métal, qui frappait la monnaie, qui l'émettait ensuite, pouvait en l'émettant, en fixer le cours de manière, non seulement à se couvrir des frais de fabrication, mais à se procurer un bénéfice, qu'on appelait droit de monnayage ou de seigneurage et qui était considéré comme un revenu légitime du Roi ou du Seigneur féodal » (2).

1. En France, la fabrication des monnaies eut lieu d'après le système de l'entreprise jusqu'en 1880. La régie lui a été substituée par la loi du 31 juillet 1879.

L'administration de la Régie est surveillée par une Commission de contrôle de la circulation monétaire, chargée de s'assurer de la régularité de l'émission des pièces au point de vue du poids et du titre.

La Régie des monnaies jouit, du reste, en ce qui concerne la comptabilité, d'une certaine autonomie. Elle a un budget propre mais les excédents de recette sont versés au trésor.

2. Vuitry, *Etudes sur le régime financier de la France avant la Révolution*, t. I, p. 424.

LE SEIGNEURIAGE

On ne peut déterminer la date exacte à partir de laquelle les rois commencèrent à lever le droit de seigneurage.

Ce droit était certainement en pratique à l'époque de Pépin puisqu'une ordonnance de ce roi, rendue en 755, lors du Parlement tenu à Verneuil, ordonna que les sols d'argent ne seraient plus taillés que de 22 à la livre du poids, et que de ces 22 pièces le maître de la monnaie en retiendrait une et rendrait les autres à celui qui avait fourni l'argent.

Le droit de seigneurage varia avec les règnes. Sous Philippe Auguste il était du tiers de tout le profit que l'on tirait de la monnaie.

Saint Louis régla le seigneurage et le brassage à la seizième partie du prix du marc d'argent et l'or à proportion.

« Ce prince, nous apprend Abot de Bazinghen (1), avait fixé le prix du marc d'argent à 54 sols 7 deniers tournois, et il le faisait valoir 58 sols, étant converti en monnaie, de sorte qu'il prenait sur chaque marc d'argent, tant pour son droit de seigneurage, que pour les frais de fabrication, 3 sols, 5 deniers,

1. Seigneurage, p. 587. Voir aussi Poullain, *Traité des monnaies*, p. 178 et suivantes.

c'est-à-dire 4 gros d'argent ou la seizième partie du marc. On prenait aussi à proportion un droit de seigneurage sur les monnaies d'or. »

Ce que saint Louis levait sur les monnaies fut considéré comme un régime satisfaisant. Car, sous ses successeurs, chaque fois qu'il y eut une crise des monnaies, le peuple demandait que ce système fût rétabli.

Parfois les Rois n'exigèrent pas le droit de seigneurage et se contentèrent d'une retenue pour les frais de fabrication. C'est ce que firent Philippe de Valois au début de son règne, et le roi Jean à la fin du sien. Mais cet abandon du droit de seigneurage ne fut jamais qu'exceptionnel et transitoire.

Le prélèvement opéré à titre de seigneurage s'aggrava trop fréquemment sous les Capétiens de l'affaiblissement des monnaies, c'est-à-dire de la diminution de sa bonté.

Les grandes guerres contre les Anglais obligèrent les Rois de France à recourir à cette pratique condamnable et dangereuse. Charles VI déclarait, dans une de ses ordonnances, qu'il était contraint d'affaiblir les monnaies pour résister à notre adversaire l'Angleterre et obvier à sa damnable entreprise... « Attendu que de présent nous n'avons aucun autre revenu de notre domaine dont nous nous puissions aider. » Le roi se justifiait en invoquant la force majeure et la nécessité de défendre le pays. Charles VII

exagéra l'affaiblissement à un tel point qu'il retint les trois quarts d'un marc d'argent pour son droit de seigneuriage et les frais de fabrication. Il prenait une traite plus forte encore sur le marc d'or. Mais lorsque les Anglais furent chassés, l'ordre se rétablit dans la monnaie ; le roi renonça à l'affaiblissement et se réserva simplement un faible droit de seigneuriage, qui fut destiné aux frais de fabrication et au paiement des officiers de la Monnaie (1).

Sous Louis XIII, le droit de seigneuriage était de 6 livres par marc d'or et de 10 sols, une obole par marc d'argent ; dans la suite il fut fixé à 7 livres 10 sols par marc d'or.

Sous Louis XIV, la perception du droit de seigneuriage fut interrompue par une déclaration du 28 mars 1679.

« Malgré l'augmentation considérable du prix du marc d'or et d'argent, dit Abot de Bazinghen (2), Sa Majesté voulut bien le remettre ; alors l'or et l'argent, qu'ils fussent convertis en monnaie ou non, étaient de même valeur parce qu'on ne prenait rien, ni pour le droit de seigneuriage du Roi, ni pour les frais de la fabrication des monnaies, de sorte que

1. Dans un manuscrit du temps de Charles VII, on lit ce qui suit : « Oncque puisque le roi maist les tailles, des possessions des monnaies ne lui chault plus. » Bazinghen, *loc. cit.*, p. 588.

2. Tome II. V^o Seigneuriage, p. 589.

celui qui portait un marc d'argent fin à la monnaie, y recevait un marc d'argent fin en espèces. »

Voici, ajoute le même auteur, ce qui provoqua cette libéralité. On voyait dans le commerce quantité de pistoles d'Espagne et d'écus fort légers ; on décria toutes ces espèces et toutes les monnaies étrangères ; il fut ordonné de les porter aux monnaies, où elles furent converties en louis d'or et d'argent, aux frais du Roi, de façon que les propriétaires reçurent en poids et en titre la même somme qu'ils avaient portée. Rien n'était plus propre à attirer abondamment en France l'or et l'argent.

Mais ce régime exceptionnel ne dura que dix ans. Le droit de seigneurage fut rétabli par un Edit du mois de décembre 1689, enregistré le 15 du même mois par la Cour des Monnaies.

Une ordonnance de 1726 fixa de nouveau les tarifs du droit de seigneurage (1).

Du droit de seigneurage il convient de rapprocher le *brassage* et les remèdes qui étaient également prélevés sur la fabrication de la monnaie. Le *Brassage* appelé dans les vieux titres *Brazeagium*, est ainsi défini par Abot de Bazinghen : « Ce pouvoir accordé par le souverain aux maîtres des monnaies de prendre sur chaque marc d'or, d'argent, ou de billon ouvré en espèces, une certaine somme

1. Abot de Bazinghen, *loc. cit.*

modique de laquelle le maître de chaque monnaie retient environ la moitié, pour le déchet de la fonte, pour le charbon et autres frais ordinaires ; l'autre moitié est distribuée aux officiers des monnaies et aux ouvriers qui ont aidé et contribué de leur ministère à la fabrication des espèces » (1). Ce droit apparut seulement sous les Capétiens. Son importance varia. En 1676, il était de trois livres par marc d'or et de 18 sòls par marc d'argent. Supprimé cette même année, il fut rétabli par un édit de décembre 1689.

On entendait, en terminologie monétaire, par *remèdes*, la quantité de poids et de fin que le roi permettait aux Directeurs de ses monnaies d'employer en moins dans la fabrication des espèces (2).

Le remède concernant le poids s'appelait remède de poids et celui concernant le fin se nommait remède de lois.

Le remède de poids se pratiquait sur le poids de marc lors de la taille des espèces. Quant au remède de lois, il portait sur la bonté intérieure de chaque marc d'or et d'argent en œuvre d'espèces.

L'échargeté de lois était la quotité de remède de lois ou bonté intérieure, que le maître prenait sur chaque marc d'or ou d'argent en œuvre et dont il se

1. V^o Brassage.

2. Voir Poullain, *Glossaire de monnaie* et Abot de Bazinghen. V^o Remèdes.

trouvait redevable envers le roi, suivant le jugement rendu par la Cour des Monnaies.

Les droits de seigneurage, brassage et remèdes de poids et de loi étaient pris sur la fabrication des monnaies. Ils en diminuaient la valeur.

MODES D'EXPLOITATION

Le droit de seigneurage était affermé par le Roi, soit par des baux généraux, soit par des baux particuliers.

Au surplus il y avait une autre manière de faire travailler la monnaie : c'était la régie à laquelle un officier était préposé par le Roi comme Directeur Général.

Ces trois systèmes ont eu, au cours de l'histoire de l'ancienne France, des vicissitudes que nous devons décrire brièvement.

Jusqu'en 1645, les monnaies furent affermies par des baux particuliers à fait fort. Ces baux se faisaient à l'audience de la Cour des Monnaies et étaient adjugés à des marchands, au plus offrant et dernier enchérisseur. Le bail particulier était à fait fort ou à fort fait (1). Les deux expressions n'étaient pas synonymes. On se servait du terme de fait fort quand

1. Voir Bazinghen, à ces deux mots, *op. cit.*, p. 498.

le maître de la monnaie se faisait fort de fabriquer une certaine quantité de marcs, l'or portant l'argent, et de payer au roi telle somme pour droit de seigneurage à proportion de la quantité de marcs qu'il se chargeait de fabriquer.

On se servait du terme de fort fait lorsque le fermier de la monnaie se chargeait de payer au roi 10 sols par marc pour le seigneurage.

Le régime des baux particuliers prit fin en 1645. Le 8 mars de cette année, le roi chargea cette administration pour le bail général qui fut fait lors d'une nouvelle organisation de la fabrication des monnaies d'or et d'argent par la voie du moulin. Le bail général était consenti à la charge de faire fabriquer pendant neuf années dans les Hôtels des monnaies établis par Sa Majesté « des écus d'or, louis d'or et louis d'argent du poids et du titre portés par les ordonnances, de payer à Sa Majesté les faiblages et écharcetés, de payer 70.000 par chacun an, et de satisfaire aux autres clauses ordinaires des baux des monnaies » (1).

Ce bail général fut révoqué par lettres patentes du 28 septembre 1647. Le système des baux particuliers à fait fort fut alors repris.

Mais, en 1662, le bail général des monnaies fut passé à Genisseau pour la somme annuelle de

1. Bazinghen. V^o Directeur Général, p. 342.

100.000 livres à condition de faire travailler les monnaies de Paris, Rouen, Rennes, Bayonne, Lyon et Aix et toutes autres qui seraient ordonnées par le Roi.

Jusqu'à cette époque, comme nous venons de le voir, le régime du bail général avait alterné avec celui du bail particulier.

Quelques années plus tard, on voit apparaître le système nouveau de la Régie.

L'initiative en fut prise par Colbert dans les circonstances suivantes :

Dans le bail général de 1662, le Roi avait pris l'engagement de n'accorder aucun passe-port pour la sortie des ouvrages et matières d'or et d'argent, et de ne donner aucun cours aux espèces étrangères.

Le Roi avait même, en exécution du bail dont il s'agit, défendu aux affineurs de fondre aucune espèce sans la permission du fermier qui avait d'ailleurs la faculté de prendre par préférence au prix du tarif toutes les matières qu'il jugerait à propos.

Or, de semblables clauses, éminemment avantageuses pour le fermier, étaient incompatibles avec le programme de Colbert qui consistait dans le développement d'un grand commerce et la création de fabriques d'objets d'or et de bijouteries. Colbert éprouva de si grandes difficultés à établir un bail à de meilleures conditions que la pensée lui vint d'établir l'Administration des monnaies en Régie.

C'est alors qu'une déclaration du 20 janvier 1666 révoqua le bail de 1662 et plaça les monnaies sous la Régie du sieur Thomas portant le titre de Directeur Général des monnaies de France (1).

Le Directeur Général avait le pouvoir de commettre telle personne qui lui plaisait pour recevoir les matières d'or, d'argent et de billon, les fondre et convertir en espèces.

Les commis et préposés du sieur Thomas mettaient eux-mêmes en boîtes les espèces et le Directeur ne devait compte de la fabrication qu'au seul Conseil.

Chaque Directeur, désormais, acheta, fabriqua et vendit avec les fonds et pour le compte du Roi, moyennant un prix fixe par marc qui lui fut alloué.

La Cour des Monnaies eut toujours la mission de juger les boîtes en la forme ordinaire ; et en conséquence de condamner les directeurs à payer au Roi les faiblages ou remèdes de poids, et les écharcetés ou remèdes de fin employés sur les monnaies. Mais cette fonction de la Cour des Monnaies ne subsiste pour ainsi dire plus que d'une manière platonique. Car il advint que le Directeur Général, rendant compte au Conseil des détails de sa fabrication, de la recette et de l'emploi du poids et du fin, d'ailleurs certifiés par les officiers particuliers des monnaies,

1. Bazinghen : V^o Directeur Général.

les Directeurs particuliers furent déchargés au Conseil des condamnations de la Cour, sur le certificat du Directeur Général.

Cette atteinte portée à la juridiction souveraine de la Cour devait rendre bien précaire l'essai tenté par Colbert de l'administration en Régie.

La Cour des Monnaies se montra hostile au système de la régie. Elle prétendit qu'on était plus porté à user d'indulgence envers des régisseurs qu'envers des fermiers. Elle craignait les abus pouvant résulter de la connivence des régisseurs avec les officiers des monnaies ; les certificats de recette de fonte et de délivrance, émanés de ces officiers, ne pouvaient en effet être récusés qu'à moins de porter contre eux une accusation de faux ; or une telle accusation, même si les soupçons les plus sérieux avaient existé, était pratiquement impossible. Comment, d'ailleurs, les officiers auraient-ils pu vérifier convenablement toutes les opérations dont ils certifiaient la régularité ? Enfin la Cour était inspirée par des préoccupations de prestige corporatif. Il n'est pas niable que l'autorité du Directeur Général, préposé à la Régie, dépouillait la Cour d'une de ses plus importantes fonctions.

Ces critiques persistantes de la Cour des Monnaies ne furent pas étrangères à la révocation de la Régie. Le 28 septembre 1672, cette dernière fut remplacée par le bail général des monnaies consenti au sieur

Forrier pour une durée de six années et moyennant un prix annuel de 200.000 livres.

Deux ans après, le 4 septembre 1674, le bail fut révoqué et un nouveau bail général consenti à un autre fermier.

Mais à l'expiration de ce dernier bail, les monnaies furent remises en régie par lettres patentes d'octobre 1677.

A partir de 1677 jusqu'à la fin du xviii^e siècle, la Régie fonctionna d'une manière continue. Seuls les directeurs généraux changèrent.

CHAPITRE II

La Cour des Monnaies

Ses origines. — Son histoire. — Son organisation
Sa juridiction

« La Cour des Monnaies, dit Abot de Bazinghen (1), est la Cour souveraine qui connaît en dernier ressort et souverainement du fait et de la fabrication des monnaies, comme aussi de l'emploi des matières d'or et d'argent, et de tout ce qui y a rapport tant au civil qu'au criminel, ainsi que de tous les délits qui se commettent par ceux qui emploient ces matières, soit en première instance, soit par appel des premiers juges de leur ressort. »

Mais cette définition très exacte à l'époque où l'auteur la donnait, c'est-à-dire au XVIII^e siècle, n'aurait pas pu s'appliquer entièrement à la juridiction des monnaies avant le milieu du XVI^e siècle.

L'organe appelé dans les derniers siècles de la

1. *Traité des monnaies et de la juridiction de la Cour des Monnaies en forme de Dictionnaire* : V^e Cour des Monnaies.

Monarchie « Cour des Monnaies » a subi une longue évolution que nous voudrions retracer.

Dans cette évolution on peut distinguer nettement trois phases :

- 1^o Celle des origines ;
- 2^o Celle de l'érection en Chambre indépendante ;
- 3^o Celle de l'érection en Cour souveraine.

Quand nous aurons ainsi suivi l'histoire de la Cour, nous en étudierons l'organisation et la juridiction.

SECTION I

Origines

Il y a des origines lointaines et des origines immédiates de la Cour des Monnaies.

Les origines immédiates évidentes sont offertes par les généraux-maitres des Monnaies, puisque c'est leur constitution en corps autonome qui donna naissance à la Chambre des Monnaies, laquelle se transforma elle-même plus tard en Cour souveraine des Monnaies.

Mais les généraux-maitres ont pris eux-mêmes la succession des anciens officiers que les premiers rois, après les empereurs romains, avaient préposés à la surveillance de la manutention des monnaies et de l'emploi des matières d'or et d'argent. Une in-

contestable filiation historique existant entre les généraux-maitres et ces anciens officiers, on peut voir en ces derniers les premières origines de l'institution de la Cour des Monnaies.

ORIGINES LOINTAINES

Période Romaine (1)

On a conjecturé que la mission de surveiller la fabrication des monnaies appartenait primitivement aux questeurs.

Ces personnages étaient chargés du dépôt de l'*Ærarium*, c'est-à-dire du Trésor public, alors composé uniquement de monnaie de cuivre.

Les questeurs conservèrent le droit de faire fabriquer de la monnaie et le privilège de faire graver leurs noms et leurs qualités sur les espèces, mais la mission de surveiller la fabrication de la monnaie, en admettant qu'ils l'aient possédée à l'origine, cessa certainement de leur appartenir à la fin du v^e siècle.

Vers l'année 463 de la fondation de Rome, en effet, apparut une catégorie nouvelle de fonction-

1. Pour la période Romaine voir : Abot de Bazinghen : *Traité des monnaies*. V^e Cour des Monnaies, p. 199-200 ; Boizard : *Traité des Monnoyes*, p. 325 et suiv.

naires spécialement préposés au contrôle de la fabrication des monnaies. Ce furent les triumvirs monétaires. Ces magistrats, créés en même temps que les triumvirs capitaux, reçurent le nom de *Triumviri monetales*, *ære*, *flando*, *feriundo*.

Lorsque, plus tard, les Romains fabriquèrent de la monnaie d'argent et de la monnaie d'or, les triumvirs monétaires, également investis du contrôle de ces nouvelles fabrications, ajoutèrent à leurs qualités les mots *argento*, *auro*.

Leur qualification complète fut donc celle de : *Triumviri ære, argento, auro, flando, feriundo*.

Il existait plusieurs fabriques de monnaies d'or, d'argent et de cuivre. Chacune d'elles avait des officiers différents. Tous ces officiers et ouvriers étaient connus sous le nom de *Officinatores monetæ* et se trouvaient soumis à la juridiction des triumvirs monétaires.

Mais, en l'an 331 après Jésus-Christ, Constantin créa la dignité du *Comes sacrarum largitionum*, sorte d'intendant des finances, auquel fut attribuée aussi l'intendance des monnaies, après la suppression des triumvirs monétaires.

Une loi 9 au Code Susceptor nous apprend que le *Comes sacrarum largitionum* était le dépositaire des poids à peser l'or et l'argent et que c'était sur son ordre que l'on envoyait dans les provinces des poids étalonnés sur l'original. De même,

plus tard, en France, l'original fut gardé par la Cour des Monnaies, qui eut seule en conséquence, le droit de faire étalonner et de connaître primitivement de toutes contestations relatives à cette matière.

Chez les Romains du Bas-Empire, on trouve aussi des officiers nommés *Procuratores et magistros monetarum*, qui étaient chargés de surveiller la fabrication des monnaies et qui se trouvaient sous la juridiction du *Comes sacrarum largitionum*.

Ces *Procuratores* exerçaient des fonctions semblables à celles qui furent plus tard remplies par les Juges-Gardes et les Directeurs des Monnaies.

Le *Comes sacrarum largitionum* avait aussi sous sa juridiction les *Procuratores metallorum* chargés de la direction des Mines ; les *præfecti thesaurorum*, chargés de la garde des deniers des impositions et des matières en masse ; les *aurifices specierum*, sortes de tireurs d'or et d'argent ; les *sculptores et cæteri aurifices*, c'est-à-dire les joailliers ; les *aurifices solidorum*, qui fabriquaient les espèces d'or ; les *argentarii* enfin, c'est-à-dire les orfèvres qui fabriquaient les vases pour le Palais et l'usage des Empereurs, et qui faisaient en outre un métier très analogue à celui des banquiers.

Période mérovingienne

Dans le but d'organiser un travail conforme aux règlements, il y avait dans chaque monnaie un officier appelé *monetarius* dont les fonctions étaient analogues à celles des *procuratores* et *magistros monetarium*, ainsi qu'à celles des juges-gardes et des maîtres ou directeurs des monnaies.

De plus un officier général, commensal de la maison du Roi, et dépositaire des poids originaux conservés dans le Palais, avait juridiction sur tous les officiers.

En 621, une monnaie royale était dirigée à Limoges par l'orfèvre Abbon. A la fin de la dynastie mérovingienne, les capitales des provinces et les villes les plus importantes possédaient aussi des monnaies qui se trouvaient sous la direction des ducs ou des comtes. Une monnaie existait encore dans le palais du Roi. Les espèces qui en sortaient avaient pour légende : *moneta Palatina*.

Lorsque le Roi voyageait, la monnaie le suivait dans ses déplacements ; les espèces portaient alors comme légende le nom du palais ou de la simple maison où habitait le Roi. Les officiers de cette monnaie, en quelque sorte ambulante, étaient commensaux de la maison Royale.

L'Intendant, ou monétaire, de cette monnaie était

en même temps intendant de la ville capitale où était situé le Palais. C'est ainsi que sur certaines pièces fabriquées sous le règne de Dagobert, on trouve le nom d'Elogius (saint Eloy), qui était à la fois monétaire, orfèvre et intendant. Comme saint Eloi était garde des trésors du Roi (1), on présume avec vraisemblance que les Franks suivaient encore, à l'époque mérovingienne, la Police monétaire des Romains et qu'en conséquence le même personnage avait la direction des finances et des monnaies. Il ressort des capitulaires que des corps religieux, des particuliers ou des seigneurs, possédaient des marchés et des ateliers monétaires.

Le monnayage était devenu presque entièrement libre à l'époque mérovingienne.

Les monétaires, et non le Roi, garantissaient la valeur de la monnaie ; ils la signaient ; ils y inscrivaient la légende et y apposaient l'effigie qui leur plaisait (2).

Epoque carolingienne

Les monétaires se perpétuèrent à l'époque carolingienne.

1. Au témoignage de son historien Jurius. V. Bazin, p. 201.

2. Prou : *Introduction au Catalogue des Monnaies mérovingiennes*, p. 80 et suiv. ; *Introduction au Catalogue des Monnaies carolingiennes*, p. 46 ; Flach : *Les Origines de l'ancienne France*, t. III, p. 347 et note.

Mais des modifications furent alors apportées à la police de fabrication des monnaies.

Le nom des monétaires cessa de figurer sur les espèces ; de plus, à la tête du roi l'on substitua presque toujours le monogramme de son nom (1).

L'Edit de Pistes, du mois de juillet 864, fait mention des monétaires et dispose que tous les comtes dans le ressort desquels des monnaies se fabriqueront devront envoyer leur vicomte à Senlis avec leur monétaire et deux hommes solvables (2).

Mais sous les Rois de la troisième race, on ne trouve plus aucune mention des monétaires, ainsi que nous le verrons bientôt.

Il résulte manifestement de l'Edit de Pistes (3) que les Carolingiens ont voulu restreindre à leur palais et à un petit nombre fixe d'ateliers la fabrication de la monnaie.

Mais Charlemagne ajoutait déjà cette réserve : *Nisi forte iterum a nobis aliter fuerit ordinatum* (4).

Et il arriva que, soit par confirmation d'ateliers

1. Le monogramme constituait la signature royale des lettres patentes et autres actes.

C'était une sorte de chiffre composé de toutes les lettres entrelacées du nom du roi.

2. Le même Edit établissait des hôtels des monnaies dans les villes de Quentonvic, Rouen, Reims, Sens, Paris, Châlons, Orléans et Narbonne.

3. Cap. 12, II, p. 315.

4. Capit. Missior, C. 18, II, p. 125. V. Prou : Introduction au catalogue des monnaies carolingiennes. Paris, 1892, p. 16 et 17.

anciens, soit par autorisation d'ateliers nouveaux, de nombreuses monnaies furent frappées en de tous autres lieux que les villes désignées par l'Edit de Pistes. Il ne pouvait guère à la vérité en être autrement.

La multiplicité des ateliers monétaires était imposée par la difficulté des communications, par les habitudes locales, par les nécessités du commerce (1).

A tout centre de trafic devait correspondre un centre de fabrication monétaire où les marchands pussent s'approvisionner. C'est pourquoi, traditionnellement, les marchés, les toulieux et les monnaies demeurèrent juxtaposés et formèrent une sorte de faisceau indivisible.

La reconnaissance de l'un n'allait guère sans l'octroi des autres.

La concession de la *moneta* ne se séparait pas pratiquement de la licence de tenir un marché et d'y percevoir le tonlieu.

Cependant un progrès certain fut accompli par les Carolingiens qui ont raffermi entre leurs mains le pouvoir royal dans le domaine des monnaies.

Le monnayage, nous l'avons dit, était devenu presque entièrement libre sous les Mérovingiens.

Mais les Carolingiens ont restauré le contrôle des monnaies, réglementé la frappe, fixé la valeur de

1. Prou, *op. cit.*, p. 61.

l'espèce, imposé comme type le monogramme royal.

Toutefois M. Flach ne pense pas qu'il faille parler d'une reprise par le roi du droit exclusif d'émettre des monnaies.

Beaucoup d'ateliers anciens, dit cet historien (1), ont survécu, qu'ils appartenissent à des villes, des abbayes ou de puissants laïques.

Tel n'est pas absolument la manière de voir de M. Prou. Ce spécialiste de l'histoire monétaire ne conteste pas la survivance des ateliers dont il s'agit. Il la reconnaît même expressément en ces termes : « Il y avait, dit-il, d'autres ateliers que les ateliers royaux, à savoir ceux que les églises exploitaient en vertu de *concessions royales*. Le choix des monnayeurs, du moins à la fin du XI^e siècle, n'appartenait au comte que dans les ateliers royaux, car l'article 13 de l'Edit de Pistes porte que les monnayeurs seront désignés par ceux dans la puissance desquels seront placées les officines monétaires : *in quorum potestate deinceps monetæ permanserunt*.

D'autres personnes que les comtes pouvaient donc exercer leur *potestas* sur les ateliers (2). »

Néanmoins M. Prou affirme que les Carolingiens ont repris le droit exclusif d'émettre des monnaies.

Dès le début du X^e siècle, les Carolingiens se dé-

1. Flach, *loc. cit.*, p. 347.

2. Prou, *Monnaies carolingiennes*, p. 50-51.

sistent en faveur des immunistes de leurs droits de réglementation et de contrôle sur les marchés et les ateliers monétaires.

Bien plus, ils autorisent les ateliers privés à frapper des monnaies à un type ou à une marque de leur choix (1).

Ces faits indiquent que la féodalité approche.

ORIGINES IMMÉDIATES

Les Généraux-Maitres des monnaies

Sous les Capétiens, les Généraux-Maitres des monnaies prirent la place des monétaires.

Nous trouvons les Généraux-Maitres mentionnés pour la première fois au commencement du xiii^e siècle, et c'est à la même époque, par conséquent, qu'il convient de faire remonter les origines véritables de la Chambre des monnaies. Car celle-ci commença vraiment d'exister, d'une vie propre et autonome, lorsque les Généraux-Maitres furent constitués en corps séparé. Mais elle était, dès le début du xiii^e siècle, à l'état embryonnaire.

1. Diplôme de Charles le Simple, du 20 décembre 911, pour l'évêque de Cambrai; Diplôme du 27 juin 919, pour saint Martin de Tours; Voir Prou, *Monnaies carolingiennes*, p. 66, note 1; Flach, *loc. cit.*, p. 347 en note.

Il n'est pas possible de fixer d'une manière absolument précise la date de la création et de l'établissement des Généraux-Maitres. Mais certains documents permettent de la situer avant l'année 1211.

Un texte de cette année mentionne, en effet, formellement les personnages dont il s'agit.

Dans la Charte des Privilèges que Philippe-Auguste octroya à tous les ouvriers et monnayeurs du serment de France, donnée à Paris, le 6 des Calendes de décembre 1211, il est dit que ces ouvriers et monnayeurs ne pourront être traduits devant un autre juge que le Maître des monnaies, excepté dans le cas d'homicide, de rapt et d'incendie (1).

En 1216, les habitants de Toulouse, ayant été soumis par leur comte, Simon de Montfort, furent contraints de lui verser en indemnité une somme de trois mille marcs d'argent ; le comte ayant l'intention de les faire frapper en monnaies usuelles, prit du roi Philippe-Auguste et de ses Généraux-Maitres des monnaies un état écrit des ordonnances relatives à cette matière et jura solennellement de les suivre en tout point (2).

Un règlement du même roi Philippe-Auguste, de 1225, portait que les ouvriers des monnaies étaient

1. Constans, p. 16.

2. Ce fait est mentionné dans un manuscrit commencé en 1180 et terminé en 1546. Voir Bazinghen, p. 102.

tenus de jurer ès-mains des généraux-maitres des monnaies.

Un règlement fait en 1315 par trois généraux-maitres concerne le poids, l'aloi et le coin des monnaies des Prélats et des Barons du Royaume.

Les noms de ces généraux y sont indiqués.

Un règlement des Charles le Bel du 15 décembre 1322 pour la fabrication et le cours de la monnaie est adressé à quatre généraux-maitres qui sont également dénommés (1).

On doit conclure qu'il y avait trois généraux-maitres en 1315 et quatre en 1322.

Les généraux-maitres furent primitivement des maitres particuliers de la Monnaie de Paris qu'on éleva à cette dignité nouvelle. La trace visible de cette origine se trouve dans l'habitude qui s'établit plus tard de choisir de préférence les généraux-maitres parmi les maitres particuliers.

Depuis leur création jusqu'au milieu environ du xiv^e siècle, les généraux-maitres demeurèrent unis et incorporés aux maitres des comptes et aux trésoriers des Finances.

Ces trois compagnies ne composaient alors qu'une seule chambre qui connaissait du maniement et de la distribution des finances, des revenus du Domaine et des Monnaies.

1. Bazinghen, V^e Cour des Monnaies, p. 203.

Mais toutes ces questions n'étaient pas toujours examinées par les trois Compagnies réunies. Certaines affaires de nature mixte exigeaient la collaboration des trois groupes qui les étudiaient et les tranchaient conjointement.

Mais à l'intérieur de la Chambre unique, une spécialisation se produisait. S'il s'agissait de questions d'ordre exclusivement financier, les Trésoriers ou Maîtres des comptes les jugeaient seuls.

Et de même, s'il s'agissait de questions exclusivement monétaires, elles appartenaient en propre aux Généraux-Maîtres.

« De toute ancienneté et dès leur institution, dit Abot de Bazinghen (1), les Généraux-Maîtres des monnaies ont eu la juridiction privative et souveraine du fait des monnaies et de leur fabrication, bail à ferme et réception de caution sur les maîtres, officiers, ouvriers, monnayeurs, soit pour leur poids, aloi, remèdes, pour le cours et prix tant des monnaies de France que des étrangers, comme aussi pour régler le prix du marc d'or et d'argent, faire observer les Edits et règlements, sur le fait des monnaies par les maîtres et officiers d'icelles... etc. »

En d'autres termes, les généraux-maîtres eurent toujours une compétence exclusive et définie pour les questions spécialement monétaires, mais ces per-

1. V^o Cour des Monnaies, p. 203.

sonnages, au lieu de former ainsi que plus tard un corps autonome, n'étaient alors que des membres spécialisés d'un corps unique comprenant aussi les maîtres des Comptes et les Trésoriers des Finances. Les commissions et mandements du Roi leur étaient adressés en commun.

Les Généraux-Maitres réunissaient d'ailleurs les fonctions de trois sortes d'officiers carolingiens : les monétaires ou chefs de fabrication, les comtes, les inspecteurs régionaux chargés de la poursuite des faux-monnayeurs.

Ainsi que les Maitres des Comptes et les Trésoriers, les Généraux-Maitres furent d'abord ambulatoires. Par la suite ils devinrent sédentaires ; ils eurent leur siège et tinrent leur séance ensemble dans l'ancien Bureau de la Chambre des Comptes à Paris. Les Généraux-Maitres avaient un local séparé de celui des Maitres des Comptes pour délibérer des affaires rentrant dans leur compétence spéciale ; mais ils s'assemblaient avec les Maitres des Comptes quand les affaires le requéraient.

SÉCTION II

Erection de la Chambre des Monnaies

Les historiens s'accordent généralement à placer en l'année 1358 la date d'érection de la Chambre des Monnaies en corps séparé (1).

C'est en 1358, vraisemblablement, que la séparation des Généraux-Maitres des Monnaies d'avec les maitres des Comptes et les Trésoriers des finances fut accomplie.

Ils formèrent dès lors une Compagnie particulière et distincte qui porta le nom de Chambre des Monnaies. On était alors dans la plus noire période de la guerre de Cent ans. Le roi Jean était prisonnier des Anglais, et c'est son fils aîné Charles, régent du Royaume, qui décida les transformations dont nous parlons.

La Chambre des Monnaies recevant une existence indépendante fut établie dans un local situé au-dessus de la Chambre des Comptes.

A défaut d'une preuve absolue de la date considérée comme celle de l'érection de la Chambre des Monnaies, on peut du moins tirer argument de

1. Boizard, p. 340 et suiv. ; Bazinghen, p. 204 et suiv. ; Constant, p. 45 et suiv.

certaines faits qui rendent cette date extrêmement probable.

Les Lettres clauses des Généraux-Maitres envoyées aux officiers des Monnaies pour application du mandement de Charles, Dauphin de France, régent du royaume, en date du 7 mai 1358, sont simplement datées en ces termes : *Ecrit à Paris le neuf mai 1358*. C'était là le style ordinaire avant l'érection de la Chambre. Or les Lettres clauses des mêmes Généraux-Maitres, par application du mandement du 5 août de la même année, sont datées en ces termes : *Ecrit à Paris en la Chambre des Monnaies le 8 août 1358*. Ce nouveau style continua à être employé dans la suite, dans les Lettres envoyées en conséquence des mandements royaux.

Comment expliquer ce changement de rédaction survenu au cours de l'année 1358, si ce n'est par le fait que cette même année a vu l'érection de la Chambre des Monnaies en corps particulier et indépendant ? Nous n'apercevons pas pour notre part une autre explication satisfaisante.

Un autre argument est fourni par l'augmentation du nombre des officiers des monnaies qui eut lieu à la même époque. Une ordonnance du Régent, du 28 novembre 1358, ajouta un cinquième Général-Maitre aux quatre qui existaient auparavant. Le nombre des Généraux-Maitres fut élevé à huit l'année suivante par l'ordonnance du 27 janvier 1359.

Vuitry estime également que : « Le régent ayant quitté Paris au mois d'avril et n'y étant rentré que le 2 août, après la mort d'Etienne Marcel, ce fut sans doute à son retour qu'il érigea la Chambre des Monnaies (1).

La même ordonnance portait nomination d'un clerc, ou greffier, pour tout l'office des monnaies. Il est infiniment probable que cet accroissement du nombre des officiers fut contemporain de l'érection de la Chambre des Monnaies ; il était nécessaire pour composer un corps de juridiction nouveau et réglé.

Des huit généraux-maitres dont nous venons de parler, six étaient destinés aux pays de langue d'oc, deux aux pays de langue d'oïl. Ces derniers résidaient à Paris. Ceux de la langue d'oc rendaient la justice dans les provinces de Guyenne, Languedoc, Provence, et toutes les régions situées au delà de la Loire en qualité de commissaires.

Dans la suite Charles VI, par ordonnance du 7 janvier 1400, supprima deux des Généraux résidant à Paris. Cette réduction fut confirmée par l'assemblée de 1413 convoquée par le Roi pour pourvoir au bien public du Royaume.

La guerre de cent ans plongea la Chambre des

1. Vuitry, *Etudes sur le régime financier de la France avant la Révolution*, t. III, p. 347.

Monnaies ainsi que toutes les institutions dans un grand trouble.

Lorsque la guerre civile était déchaînée et que les Anglais, maîtres de la plupart des villes de France, tenaient également Paris, la Chambre des Monnaies fut transférée à Bourges (27 avril 1418). C'est en cette ville que les Généraux des Monnaies travaillèrent et jugèrent les boîtes des monnaies que le roi Charles VII, alors dauphin, faisait fabriquer dans les villes qu'il avait soumises à son obéissance en sa qualité de légitime successeur au trône de France.

Mais lorsque Paris fut délivré, le roi Charles VII, par lettres patentes données à Issoudun le 6 novembre 1437, ordonna que la Chambre des Monnaies serait rétablie en son ancien bureau du Palais à Paris.

Le même roi par Edit de Poitiers du 29 janvier 1443, fixa à sept le nombre des Généraux-Maitres. Mais ce nombre varia encore plusieurs fois et fut considérablement augmenté dans la suite.

SECTION III

Erection de la Chambre des Monnaies en Cour Souveraine

C'est seulement lorsque la Chambre des Monnaies devint une véritable cour, c'est-à-dire fut dotée de

la souveraineté, que la définition de Bazinghen, citée au début de ce chapitre, put être donnée.

Les Généraux-Maitres, d'abord incorporés aux Maitres des Comptes et aux Trésoriers des Finances, avaient conquis en 1358 leur indépendance corporative et avaient formé la Chambre des Monnaies. L'institution reçut son achèvement par l'attribution de la Souveraineté.

Henri II, par Edit du mois de janvier 1551, établit la Chambre des Monnaies en cour et juridiction souveraine et supérieure.

Désormais la Chambre des Monnaies eut une souveraineté égale à celle des Cours de Parlement pour statuer sur toutes les matières civiles et criminelles qui avaient été attribuées auparavant à la compétence des Généraux des Monnaies.

Jusque-là, la Chambre des Monnaies n'avait été composée que d'un président et de dix conseillers généraux, dont plusieurs étaient souvent députés dans les provinces pour y contrôler les officiers et l'état des monnaies.

L'édit de 1551 créa un second président et trois généraux de robe longue « licenciés expérimentés et entendus en fait de judicature ».

Ainsi les généraux furent au nombre de treize. Cet édit fut enregistré aux Parlements, à la Chambre des Comptes et au grand Conseil. Il fut d'ailleurs confirmé par les Edits de 1557, 1570, 1635 et 1645,

par lesquels nos rois ont ordonné que les officiers de la Cour jouiraient des droits et privilèges accordés aux autres Cours souveraines et auraient rang et séance immédiatement après la Cour des Aydes.

L'attribution de la Juridiction souveraine à la Chambre des Monnaies, décidée par Henri II et confirmée par tous ses successeurs, eut pour effet de permettre à cette cour de juger désormais sans appel et en dernier ressort toutes les matières civiles et criminelles dont la connaissance appartenait déjà à la Chambre des Monnaies. Dorénavant elle ne fut plus obligée pour le jugement en dernier ressort des causes criminelles, d'appeler des Conseillers du Parlement ou du Châtelet. La Cour des Monnaies soutint d'elle-même son autorité.

Nul ne fut recevable à se pourvoir contre ses décisions, sauf par la voie de la proposition d'erreur et dans les cas permis par les ordonnances pour toutes les Cours souveraines.

SECTION IV

Organisation de la Cour

Lorsqu'elle fut définitivement constituée, la Cour des Monnaies se composait de la manière suivante : neuf présidents, et trente-six conseillers, deux avo-

cats et un procureur général pour le roi, deux substitués, un greffier en chef avec ses commis, un certain nombre d'huissiers. De plus, la Cour avait à son service un prévôt général des monnaies de France, avec un lieutenant, trois exempts, un greffier, quarante archers, un trompette et douze huissiers audienciers.

C'est au ^{xvii}^e siècle que cessa la dénomination de généraux-maitres des monnaies à laquelle fut substituée celle de présidents et conseillers en la Cour des Monnaies. Ce changement, postérieur, on le voit, à l'érection de la Chambre en cour souveraine, apparut dans l'édit de mars 1645.

Outre les officiers et fonctionnaires de divers ordres qui ont été énumérés plus haut, outre les généraux-maitres conseillers, que nous connaissons déjà, la Cour des Monnaies comprenait un président, un receveur des boîtes, un receveur des amendes, un greffier, un huissier, un essayeur général, un trilleur général.

Nous devons accorder quelque attention à chacun de ces officiers.

Président

La charge de président ne date que de 1522.

Anciennement le plus vieux général-maitre remplissait les fonctions présidentielles, mais d'une manière purement honorifique.

Par édit de mars 1522, François I^{er} créa la charge de Président en la Chambre des Monnaies pour être le chef des officiers qui rendaient la justice en cette Chambre.

Henri II créa un second président par Edit de janvier 1551.

Le nombre des présidents varia. Il fut porté à huit par édit d'octobre 1647 et il demeura tel jusqu'à la fin.

Les présidents étaient toujours des magistrats de robe longue, et jouissaient des prérogatives attachées à cette qualité. Ils avaient à leur tête un premier président jouissant lui-même de toutes les attributions, honneurs et privilèges des premiers présidents de Cours souveraines.

Receveur des Boîtes

En 1394 un changeur, nommé Jean de Rooldt, prit la qualité de receveur des profits et émoluments des monnaies du Royaume de France et de Dauphiné (1). Ses fonctions étaient de remettre au changeur du Trésor ce qu'il avait reçu pour payer les gages des généraux-maitres des monnaies.

Charles VIII créa cet office en titre par lettres du 28 décembre 1491 et par édit du 14 mai 1492, aux

1. Bazingham. V^o Receveur général des Boîtes.

gages de 200 livres par an, sous la dénomination de Receveur-Général des boîtes et émoluments des monnaies de France, et payeur des gages des présidents, conseillers généraux et autres officiers de la Chambre des Monnaies.

La principale fonction du Receveur-Général était, ainsi que l'indique sa dénomination, le paiement des gages de la Chambre.

Receveur des Amendes

Des édits de février 1691 et de novembre 1704 ont créé des offices de Receveur des amendes de la Cour des Monnaies.

D'autre part des édits de juillet 1697 et de janvier 1708 avaient établi des offices de contrôleur des dites amendes.

Mais, par un édit de juin 1716, ces anciens offices furent supprimés et remplacés par celui de Receveur et Contrôleur des amendes de la Cour des Monnaies.

Cet officier est chargé de recevoir et contrôler les amendes et confiscations pour tout le Royaume. Les comptes comportent des recettes et des dépenses. Les recettes se composent des amendes distribuées par la Chambre, des confiscations et des exploits divers ordonnés par elle.

Les dépenses comprennent le paiement des divers gages et épices, les menus frais destinés au service

de la Chambre, les taxes de commission, les frais de réparation et d'ameublement des Généraux-Maitres.

Greffier

Le greffier apparut au commencement du XIII^e siècle sous le nom de clerc. Ce n'est qu'au milieu du XV^e siècle qu'il reçut celui de Greffier. Les offices de greffe étaient, comme les autres, héréditaires et pourvus des mêmes privilèges. Au-dessus des greffiers des Hôtels des Monnaies il y avait le greffier en chef de la Cour des Monnaies. Il était nommé par le roi avec l'agrément de la Cour.

Il prêtait serment et était installé avec le même cérémonial que les Généraux-Maitres.

Huissier

Les fonctions de portier de la monnaie et d'huissier de la Chambre avaient été confiées au même officier. Le cumul survécut à l'érection de la Chambre. Dès l'origine, l'huissier fut assisté d'un sous-huissier. D'ailleurs, il fut créé en 1551, deux nouveaux huissiers. Mais seul le premier huissier habitait la Monnaie.

Les fonctions des huissiers étaient doubles suivant qu'elles étaient exercées par le portier ou par l'huissier proprement dit.

En cette dernière qualité, l'huissier était chargé de la signification des actes de procédure.

Un édit de juin 1635 porta création de douze huissiers héréditaires pour le service de la Cour des Monnaies, avec faculté d'exploiter par tout le Royaume et de mettre en exécution tous arrêts et mandements, de la même manière que les huissiers du Châtelet de Paris, mais à l'exception de tout ce qui était du « scellé du Châtelet » (1).

Essayeur général

Chaque hôtel des monnaies avait son essayeur, officier chargé de vérifier si les matières destinées à la fabrication des espèces et si les espèces fabriquées étaient au titre prescrit par les ordonnances.

Au-dessus de ces officiers particuliers il y avait un Essayeur général, résidant en l'Hôtel de la Monnaie de Paris.

L'emploi d'Essayeur général ne fut créé en titre d'office que longtemps après l'érection de la Chambre des Monnaies (2).

La plus ancienne mention de ce personnage se trouve dans une ordonnance de 1343. Mais c'est seulement par un édit de septembre 1705 que le roi

1. Bazinghen, voir Huissier.

2. Constant, p. 66; Bazinghen, p. 456.

érigea en titre d'office héréditaire un conseiller
Essayeur général des monnaies du Royaume.

Cet officier était nommé par le Roi sur présentation de la Chambre.

L'essayeur général fait trois sortes d'essais.

1° L'essai des deniers mis en boîte pour servir au jugement passé par la Chambre sur les fabrications. Cet essai se fait sur des quantités de métal variables suivant la nature des monnayages ;

2° L'essai des deniers courants pris au Trésor et provenant de la même fabrication que les deniers des boîtes. Cet essai est destiné à confirmer celui des boîtes et est pratiqué concurremment par l'essayeur de la Monnaie de Paris ;

3° L'essai d'objets d'orfèvrerie et de jetons.

C'était sur le rapport de l'Essayeur général et sur celui de l'essayeur particulier résidant en l'hôtel de la Monnaie de Paris, que la Cour des Monnaies jugeait le titre des espèces fabriquées dans les monnaies de son ressort.

Trilleur général

Enfin, nous devons dire un mot du Trilleur général, dont l'office date de 1547.

Avant sa création, la Chambre choisissait, au début de toute fabrication nouvelle, le graveur chargé de tailler les coins. Mais on ne tarda pas longtemps à

s'apercevoir que l'imperfection des épreuves favorisait la contrefaçon.

On établit alors un trilleur unique dont la mission était d'envoyer dans tous les ateliers les poinçons d'effigie et les matrices de croix et de légende.

SECTION V

Juridiction de la Cour

Constituée en Cour souveraine, la Cour des Monnaies eut la connaissance de tout ce qui se rapportait au fait et à la fabrication des monnaies ainsi qu'à l'emploi des matières d'or et d'argent.

Toutes les questions civiles ou criminelles qui se rapportaient à ces objets, appartenaient à sa compétence. Spécialement elle connaissait des délits commis en matière de monnayage ou de manipulations des matières d'or et d'argent.

Les attributions de la Cour étaient d'ordre administratif ou d'ordre judiciaire. Les unes et les autres étaient d'ailleurs multiples.

C'est la Cour des Monnaies qui recevait les officiers des monnaies, après examen de leurs aptitudes, qui exerçait une haute surveillance sur eux ainsi que sur tous les artisans et les commerçants en métaux précieux. C'est la Cour des Monnaies qui contrôlait

les marques et les poinçons des matières d'or et d'argent, ainsi que, en général, toute l'œuvre de la fabrication de la Monnaie.

La fonction administrative la plus importante consistait à essayer et à juger les deniers mis en boîte qui lui étaient obligatoirement envoyés par les Hôtels des Monnaies. Cette fonction était en même temps technique, puisqu'elle comportait des opérations d'essai et de pesée, et judiciaire, puisqu'elle s'exerçait en définitive par un véritable jugement des boîtes.

La Cour était seule dépositaire du poids original de France, sur lequel tous les poids du royaume étaient étalonnés.

Aux termes des ordonnances royales, la juridiction de la Cour des Monnaies était soit *privative*, soit *concurrente et cumulative*.

Notre analyse se conformera à cette distinction.

L'étude de cette double juridiction nous conduira à celle des divers justiciables de la Cour, soit au civil, soit au criminel.

Et par là même nous prendrons une connaissance plus précise du travail complexe de la monnaie et des matières précieuses dans l'ancienne France.

Puis, nous examinerons cette intéressante fonction de la Cour, qu'on appelait le jugement des Boîtes.

JURIDICTION PRIVATIVE

La Jurisdiction privative de la Cour des Monnaies était de connaître :

De l'enregistrement des édits, déclarations et règlements sur le fait des monnaies, et de leur exécution, circonstances et dépendances.

De la fabrication, du poids et du titre de toutes les monnaies qui se fabriquent dans les hôtels des monnaies se trouvant dans l'étendue de son ressort.

Des adjudications des baux des monnaies, lorsque les monnaies sont affermées, et des enchères faites en conséquence.

Des contestations qui naissent des baux des monnaies pour raison des traités, sociétés et marchés faits pour les marchands et autres personnes qui apportent des matières dans les monnaies ou qui y fournissent les choses nécessaires au travail, circonstances et dépendances.

Des abus et malversations qui se commettent par les maîtres des monnaies ou leurs commis, par les juges-gardes, les contre-gardes, les essayeurs, les tailleurs, les ajusteurs, les monnayeurs, et autres

officiers des monnaies ; comme aussi des larcins qui peuvent être faits par les maîtres des monnaies ou leurs commis, par les monnayeurs, les ouvriers, et par toute personne dans l'hôtel des monnaies.

Des fautes et malversations qui peuvent être commises par les changeurs, affineurs et départeurs, batteurs et tireurs d'or et d'argent, mineurs, cueilleurs d'or, orfèvres, joailliers, lapidaires, graveurs, fondeurs, mouleurs en sable, horlogers, doreurs, argenteurs, damasquineurs, tissutiers, rubanniers, merciers, balanciers, chimistes, distillateurs d'eau-de-vie et d'eau-forte ; alchimistes, fournalistes-creusalistes, fourbisseurs, coutelliers, etc., en ce qui concerne leur état et fonction par rapport au titre des matières d'or et d'argent qu'ils emploient ; les marchands vendant or et argent, les artisans travaillant aux monnaies et aux métaux, et tous les autres contrevenants aux ordonnances et règlements sur le fait des monnaies, circonstances et dépendances, et généralement tout ce qui est d'attribution et de juridiction de cette Cour, conformément aux édits, déclarations, lettres patentes données à ce sujet, tant pour les privilèges, statuts, règlements, réceptions et jurandes de ses justiciables, que des saisies faites par leurs gardes ou jurés, et des contestations qui peuvent naître en conséquence, et généralement de toutes celles qui peuvent naître entre marchands, artisans et autres personnes avec

eux, pour raison de leurs fonctions et de l'exercice de leur art et métier dans l'emploi des matières d'or et d'argent.

Des marques et des contre-marques appliquées sur les ouvrages et matières d'or et d'argent, avec les poinçons de marque et de contre-marque qui ont été inculpés au greffe de la Cour et aux greffes des hôtels des Monnaies de son ressort.

Et enfin des appellations des jugements rendus tant en matière civile que criminelle par les commissaires de la Cour, les généraux-provinciaux, le prévôt général des Monnaies, les juges-gardes, les juges des mines et minières et par les juges ordinaires commis par la Cour pour l'absence des présidents et conseillers de la Cour dans les provinces du Royaume.

Conformément à l'arrêt de Conseil du 17 janvier 1696, cette Cour a le droit de commettre des commissaires pour faire des visites dans les boutiques des orfèvres, merciers et autres justiciables et en dresser des procès-verbaux dans la Ville de Paris, pour iceux rapportés, être ordonné par la Cour ce qu'il appartiendra ; et à l'égard des autres villes, les commissaires-députés et les juges-gardes des Monnaies peuvent faire concurremment de pareilles visites et juger les contestations sauf l'Appel en la Cour.

Justiciables

L'énumération précédente, qui résulte des ordonnances, nous montre que deux catégories de personnes étaient justiciables de la Cour ; les officiers des hôtels des Monnaies, les artisans et commerçants en matières d'or et d'argent.

Nous retrouverons les officiers des Monnaies dans le chapitre suivant, lorsque nous étudierons les hôtels et ateliers monétaires.

Quant aux artisans et commerçants en métaux précieux ils offraient une grande variété.

La Cour des Monnaies eut la juridiction privative sur les orfèvres, graveurs, tireurs d'or et d'argent, batteurs et autres personnes se livrant au travail de ces matières en ce qui concerne le titre et l'alliage de celles-ci. D'une manière générale, tout art, toute industrie, tout commerce, se rapportant aux métaux précieux se trouvaient placés sous la haute surveillance et l'autorité de la Chambre des Monnaies.

Notre intention n'est pas de faire une énumération et une description complètes de tous les arts, industries et commerces de cette nature. Un livre n'y suffirait pas.

Mais il est utile de connaître au moins les principaux, aussi bien pour se rendre compte effectivement de la juridiction privative de la Cour que pour

comprendre le travail des métaux précieux sous l'ancien régime.

Changeurs

Les changeurs étaient des « officiers établis par le Roi ou autorisés par la Cour des Monnaies pour recevoir dans les différentes villes du Royaume, les monnaies anciennes, défectueuses, étrangères, hors de cours, en donner à ceux qui les leur portent une valeur précise en espèces courantes ; envoyer aux hôtels des Monnaies les espèces décriées, vaisselles et matières d'or et d'argent qu'ils ont reçues ; s'informer s'il n'y a point de particuliers qui en détiennent, les faire saisir sur ces particuliers, veiller dans les endroits où ils sont établis, à l'état des monnaies circulantes, et envoyer aux officiers des Monnaies, chacun dans leur ressort, les observations qu'ils ont occasion de faire sur ces objets » (1). De telles fonctions exigeaient certainement, ainsi que le fait remarquer l'auteur, de la probité, de la vigilance et quelque connaissance des monnaies.

Il existait d'ailleurs deux catégories de changeurs. Les uns étaient titulaires d'offices et exerçaient en vertu de lettres patentes du roi ; ces lettres devaient être enregistrées en la Cour des Monnaies et c'est en la même Cour que devait être versé le cautionnement

1. Abot de Bazinghen, *op. cit.*, tome I, p. 161.

fixé par les dites lettres. Une seconde classe de changeurs comprenait ceux qui étaient commis par la Cour des Monnaies elle-même pour exercer dans les villes où elle les jugeait nécessaires.

De tous temps, les changeurs, soit de Paris, soit des autres villes du Royaume ont été soumis à la juridiction des conseillers généraux des Monnaies. Ceux-ci ont eu seuls lettres et permission de faire le change à ceux qu'ils en estimaient capables ; seuls aussi ils ont eu la connaissance, par prévention à tous autres juges, des questions d'apprentissage, de maîtrise, de réceptions, confréries concernant les changeurs, ainsi que des contestations soulevées entre ces derniers et les maîtres orfèvres de la Ville de Paris et autres. De même les fautes, les malversations et contraventions aux ordonnances, sur le fait des monnaies appartenaient aux généraux des Monnaies.

Cette autorité des Généraux sur les changeurs était si bien et si traditionnellement établie que nul n'aurait osé se livrer au change sans leur licence et congé.

Après l'érection de la Chambre des Monnaies en Cour souveraine, l'édit de souveraineté donné à Fontainebleau au mois de janvier 1551 vint confirmer la juridiction privative des Généraux-Maîtres des Monnaies sur les changeurs.

L'article 5 de cet édit portait en effet la disposition suivante : « La Cour des Monnaies connaîtra sans

appel, et en dernier ressort, privativement à tous juges, soit des Cours souveraines, Chambres des Comptes et autres juges du Royaume, des fautes et malversations commises et qui se commettront par les changeurs et autres justiciables y dénommés. »

Cette même juridiction privative fut confirmée par lettres patentes et édits postérieurs (1).

Orfèvres

Les orfèvres étaient des artisans et des marchands qui fabriquaient, vendaient et achetaient toute sorte de vaisselle et de matières d'or et d'argent (2).

On adjoignit à leur dénomination celle de joailliers, parce qu'ils avaient seuls le droit d'employer les pierres précieuses et les perles sur les ouvrages d'orfèvrerie. Le nom d'orfèvres-joailliers leur est donné dans un édit du roi Jean, d'août 1355, et leur fut confirmé par la plupart des ordonnances et

1. Lettres patentes de Fontainebleau du 3 mars 1554. Edit du mois de mars suivant. Arrêt du Conseil en forme de déclaration du 5 septembre 1535. Edit de Paris de septembre 1570. Edit de Louis XIII donné à Château-Thierry en juin 1635. Edit donné à Saint-Germain en décembre 1638 et portant confirmation de tous les précédents. Voir Bazinghen, p. 165.

2. On a donné comme étymologie du terme d'orfèvre les mots or et fèvre, ancien mot français imité du latin *auri faber*.

L'orfèvre était donc un artisan en or. Voir Bazinghen, *op. cit.* V^o Orfèvre.

règlements postérieurs. Le corps de l'orfèvrerie était le sixième corps des marchands de Paris.

Dès le règne de Philippe le Bel, les orfèvres de Paris étaient soumis à l'autorité des officiers préposés à la juridiction des Monnaies.

Lorsque la Chambre des Monnaies fut constituée en Chambre particulière et indépendante, elle se vit attribuer la connaissance, en matière de police d'orfèvrerie, de points plus importants que ceux dont pouvaient connaître les anciens généraux-maitres. Les questions relatives à l'emploi des matières d'or et d'argent, rentrèrent, à cause de leur étroite connexité, avec la fabrication des monnaies dans la compétence de la Chambre.

C'est pourquoi, disent nos auteurs (1), le corps de l'orfèvrerie et tous les orfèvres du Royaume ont été dès leur première institution justiciables des Généraux-Maitres des Monnaies, lesquels ont toujours connu et jugé privativement et souverainement des ouvrages d'orfèvrerie, marques et poinçons, chefs-d'œuvre, serment tant des maitres que des gardes et généralement de tout le fait dudit métier d'orfèvrerie, circonstances et dépendances. Cette compétence de la Chambre des Monnaies a été constamment affirmée et appliquée par les ordonnances, les

1. Bazinghen, V^e Orfèvres, p. 350. — D'après Constans, p. 158.

édits, les déclarations, les arrêts jusqu'à la fin du XVIII^e siècle.

Les aspirants à l'état d'orfèvrerie, dûment examinés et dont les chefs-d'œuvre avaient été agréés, étaient présentés par les maîtres à la Cour des Monnaies. La Cour les examinait de nouveau sur les devoirs de leur état et recevait leur serment. Les nouveaux reçus de la maîtrise étaient obligés de donner à la Cour une caution de mille livres. Chaque nouveau maître devait faire graver et recevoir de la Cour un poinçon à la fleur de lys couronné et à son nom et devise pour marquer ses propres ouvrages. L'empreinte de ce poinçon était conservée sur la table de cuivre de la Cour des Monnaies.

Les orfèvres étaient soumis à un certain nombre de devoirs précis, dont l'accomplissement était contrôlé par la Chambre des Monnaies. Notamment ils étaient tenus d'user de balances justes et de poids de marc dûment étalonnés par la Chambre. Et c'est encore cette dernière qui contrôlait le poids annuel du métal employé et le titre des objets mis en vente.

Affineurs et départeurs d'or et d'argent

Les affineurs étaient des artistes qui procédaient à l'opération de l'affinage des métaux, et, spécialement, de l'or et de l'argent. L'affinage consistait à

dégager le métal des parties hétérogènes de manière à le rendre plus pur et de plus haut prix.

Le départ était une opération du même genre par laquelle on séparait l'or d'avec l'argent. Les artistes qui la pratiquaient se nommaient départeurs.

L'art de l'affinage et du départ a toujours été considéré comme une dépendance immédiate des monnaies. Les ordonnances royales l'ont réglementé et ont constamment soumis les affineurs et départeurs à l'autorité des officiers des monnaies.

Admis aux mêmes conditions que les orfèvres, les affineurs devaient demander une autorisation spéciale au début de tout nouvel affinage (1). Ils devaient avertir les juges-gardes de l'heure à laquelle ils entendaient allumer leur fourneau et ils ne pouvaient charger les matières qu'en présence de ces officiers qui avaient le devoir de consigner sur un registre la quantité, la qualité et le poids de ces matières. Les affineurs avaient eux-mêmes l'obligation de tenir un registre où ils inscrivaient les quantités, qualités et poids de toutes les matières qu'ils achetaient ou recevaient, le nom des personnes desquelles ils les avaient achetées ou reçues, le prix qu'ils en avaient donné, les

1. Une ordonnance du 6 janvier 1347, de Philippe de Valois, défendait déjà à tous affineurs, d'affiner sans congé des généraux-maitres des monnaies.

lingots qui en étaient provenus et le nom de ceux à qui ils les avaient vendus ou échangés (1).

La Chambre des Monnaies exerçait une constante surveillance sur les opérations de l'affinage et sur la conduite des affineurs.

Cette juridiction a été confirmée par toutes les ordonnances et tous les édits.

Cueilleurs de paillettes d'or (2)

En divers endroits du Royaume et particulièrement en Languedoc, on trouvait de l'or qu'on appelait or de paillole. Les pauvres gens qui cherchaient à vivre en le ramassant furent souvent troublés dans leurs recherches par les seigneurs souverains ; ces derniers exigeaient des cueilleurs un certain droit qu'ils nommaient de Grazalaïge (3), touage ou taulage.

Les Généraux-Maitres eurent la mission de protéger les cueilleurs contre l'avidité des seigneurs. Sur remontrances de la Chambre des Monnaies, le Roi, par lettres patentes du 23 mai 1472, commit l'un des Généraux-Maitres, résidant en Languedoc,

1. Notamment Edit de décembre 1721. Art. 12. Voir Bazinghen. V^o Affineur.

2. Constans, p. 433. Bazinghen, p. 301.

3. Mot dérivé du nom du vaisseau de bois (Grazal) dont se servaient les cueilleurs pour tirer l'or du sable des rivières.

avec plein pouvoir de régler les conflits entre cueilleurs et seigneurs fonciers et hauts justiciers. Cette juridiction privative de la Cour des Monnaies et de ses commissaires dans les provinces fut confirmée par divers édits et déclarations (1).

D'autre part un arrêt du Conseil du 9 novembre 1751 renouvela les dispositions antérieures à ce sujet et confirma les édits et arrêts portant règlement de la cueillette des pailloles d'or et d'argent, notamment défense fut renouvelée aux Seigneurs ou autres propriétaires riverains de troubler les cueilleurs dans leurs recherches et d'en exiger aucune taxe, sous peine d'être poursuivis comme concussionnaires et usurpateurs des droits du Roi ; enfin le même arrêt confirma expressément la juridiction de la Cour des Monnaies pour tous dommages et contestations relatifs à cette matière.

Autres artisans

L'autorité de la Cour des Monnaies s'étendait encore sur un certain nombre d'autres commerçants et artisans.

C'est ainsi que les balanciers, c'est-à-dire les ouvriers fabriquant les instruments qui servent à peser toutes

1. Edit de janvier 1551. — Lettres patentes du 3 mars 1554. — Edit de juin 1635. — Edit de décembre 1638.

sortes de marchandises, et notamment les métaux, devaient recevoir le contrôle de la Chambre. Chaque maître-balancier était tenu d'avoir un poinçon particulier dont l'empreinte était conservée sur une table de cuivre au greffe de la Cour des Monnaies (1). Ces mêmes balanciers fabriquaient aussi les divers poids de cuivre, de fer ou de plomb dont on se servait pour peser. Ces poids devaient être marqués et étalonnés par la Cour des Monnaies.

La Juridiction privative de la Cour s'étendait aussi sur les batteurs d'or et d'argent, c'est-à-dire, sur les ouvriers qui battaient ces métaux sur le marbre avec un marteau, dans des moules de velin et de boyaux de bœuf, les réduisaient en feuilles minces propres à dorer ou argenter.

Les chimistes étaient soumis à la juridiction de la Cour des Monnaies à cause du fourneau dont ils se servaient pour leurs distillations.

Les contestations entre ouvriers travaillant dans les mines étaient jugées en première instance par un juge des mines. Mais les appels contre les décisions de ce juge devaient être portés en la Cour des Monnaies.

Enfin les merciers avaient, concurremment avec les orfèvres, la permission de vendre de la vaisselle

1. Voir notamment un arrêt de la Cour des Monnaies du 31 janvier 1642. Bazinghen. V^o Balancier.

et autres pièces d'orfèvrerie. Par suite les merciers étaient soumis à la juridiction de la Cour des Monnaies en ce qui concernait la vente et l'achat des matières d'or et d'argent.

JURIDICTION CUMULATIVE

La juridiction concurrente et cumulative de la Cour des Monnaies est de connaître par concurrence et prévention avec les baillis, sénéchaux, et autres juges royaux, savoir : des larcins qui peuvent être faits des matières et ouvrages d'or et d'argent chez les orfèvres et autres justiciables de la Cour des Monnaies par leurs compagnons et apprentis, et des crimes de fabrication et d'exposition de fausse monnaie, de rognures, d'altération d'espèces en quelque façon et manière que ce soit, de fabrication, vente et commerce d'outils, machines, poudres, ingrédients pour faire de la fausse monnaie, ou pour altérer la bonne, et de billonnement et transport des espèces, des transgresseurs et infracteurs des ordonnances rendues sur le cours des monnaies, tant de France qu'étrangères, dont cette Cour a seul le droit de faire les tarifs de leur valeur.

La Cour des Monnaies connaissait, concurremment avec les juges royaux, prévôts, baillis et sénéchaux, de toutes les infractions commises par les faux mon-

nayeurs, les rogneurs, les altérateurs, les expositeurs de fausse monnaie, ainsi que par les alchimistes.

Ces personnes étaient justiciables de la Cour, de quelque condition et liberté qu'elles fussent.

La Cour condamnait en dernier ressort jusqu'à exécution corporelle, même de mort et abscision de membres inclusivement.

Pour assurer l'exécution de ces condamnations il était enjoint au Prévôt de Paris, aux baillis, sénéchaux et autres juges du Royaume « de bailler conseil, confort, aide et secours, avec prison, outils et lieux pour bailler tortures, sergents et exécuteurs de haute justice » (1).

Si l'on veut bien comprendre la juridiction de la Cour des Monnaies en ce qui concerne le crime de fausse monnaie il faut se rappeler que ce crime pouvait être commis de diverses manières qui sont énumérées par Abot de Bazinghen :

1° En fabriquant de la monnaie sans la permission du souverain ;

2° Quand la monnaie est fausse par la matière ;

3° Quand on fabrique la monnaie en d'autres lieux que ceux établis pour la fabrication ;

4° Quand on falsifie l'image du prince ou l'inscription qui y doit être ;

5° Quand on se charge sciemment de fausse mon-

1. Constans, *op. cit.*, p. 193.

naie pour l'exposer et qu'on participe avec les faux monnayeurs ;

6° Quand on rogne ou que l'on altère la monnaie qui a été faite et marquée légitimement, pour affaiblir le juste poids qu'elle doit avoir, ou quand on achète les rognures sciemment et qu'on participe avec les altérateurs ;

7° Quand ceux qui fabriquent la monnaie avec la permission du souverain la font plus faible ou de moindre titre qu'il n'est porté par les ordonnances ;

8° Quand on réforme les monnaies en fraude et pour son compte particulier ;

9° Quand on fond la monnaie ou qu'on déforme les espèces pour les employer à d'autres ouvrages (1).

On voit par cette énumération, que les actes rentrant dans la dénomination générale de fausse monnaie présentaient une grande variété. Tous ces actes, qu'ils fussent commis par des auteurs principaux ou par des complices, appartenaient à la compétence de la Cour des Monnaies.

Or, lorsqu'on dit que la juridiction de cette Cour était en cette matière concurrente de celle des juges royaux, cela ne signifie pas que ces derniers aient eu également la connaissance de tous les actes qui viennent d'être indiqués. Le Roi, en attribuant à d'autres officiers que ceux des Cours des Monnaies le droit

1. Abot de Bazinghen. V. Fausse monnaie.

de connaître de la fausse monnaie, ne leur a cependant pas permis de connaître de l'altération et de l'empirance, c'est-à-dire de la défectuosité en poids ou titre des monnaies, mais seulement de l'exposition de la fausse monnaie dont l'accusation, dit Abot de Bazinghen (1), était permise à chacun, aussi bien contre les faux monnayeurs eux-mêmes que contre les receleurs, les distributeurs et ceux qui en ayant connaissance ne les dénonçaient pas aux magistrats.

JUGEMENT DES BOÎTES

Les espèces d'or, d'argent ou de billon nouvellement fabriquées, ne pouvaient être exposées dans le public sans une permission des juges-gardes. Cette permission était appelée délivrance. A chaque délivrance, les juges-gardes étaient obligés de mettre les pièces de monnaie de chaque espèce dans une boîte fermant à trois clefs; l'ancien garde, l'essayeur et le maître en avaient chacun une. Les espèces ainsi renfermées étaient dites emboîtées ou appelées deniers de boîtes.

A la fin de chaque année ces deniers de boîte étaient envoyés à la Cour des Monnaies pour y être jugés.

Il était procédé à ce jugement aussitôt l'arrivée des

1. V. Fausse Monnaie, p. 500.

boîtes à la Cour. Au jugement étaient joints les deniers courants.

« S'il se trouve, dit une ordonnance de Henri II, en procédant au jugement des boîtes des dites monnaies, aucun denier noir ou blanc qui ne soit de poids et loi ordonnés et dedans les remèdes, en ce cas tout l'ouvrage des dites boîtes sera jugé de pareil faiblage et écharceté, et seront les dits maîtres-gardes et essayeurs respectivement privés de leur état et office, et sera procédé contre eux respectivement par amendes, tant pécuniaires que corporelles ; et, au cas qu'il se trouve aucun denier d'or ou blanc, courant par les bourses, plus faible de poids ou échars de loi, que les deniers des dites boîtes, en ce cas les dits maîtres et essayeurs seront tenus de telles semblables peines que les faux monnayeurs sans y faire difficulté » (1).

Henry Poullain, conseiller à la Cour des Monnaies au début du XVIII^e siècle, nous a décrit la procédure du jugement des boîtes par cette Cour (2).

Le président rompt, coupe et ouvre la boîte et met dans de grandes boîtes de bois les deniers qui y étaient contenus. L'un des conseillers de la Cour ayant, dans l'année, la charge et la garde du Comptoir, tient registre du jour de l'ouverture des boîtes,

1. Ordonnance de 1549, art. 5.

2. Henry Poullain : *Traitez des Monnoyes*. Paris, 1709, p. 383 à 398.

du nom de la monnaie où les pièces ont été fabriquées, du nom du maître en présence ou à la requête duquel les boîtes ont été ouvertes, du nombre de deniers qui s'y trouvaient.

Dans cet enregistrement, il a d'ailleurs soin de commencer par la boîte d'écus et de suivre par les espèces d'argent de plus haute loi. Cela fait, le conseiller-garde du Comptoir prend les balances et pratique la pesée des deniers.

« Premièrement, dit Poullain, après avoir ajusté les balances en équilibre, s'il y a nombre d'espèces d'or suffisamment, il fait trois pesées, chacune d'un marc, en sorte, s'il est possible, que ces balances en poisant demeurent entre deux fers, sinon il donne le poignant au maître : prenant garde pour ajuster les pesées de mettre les diminutions de poids et de grains du côté des deniers, afin de faciliter son calcul quand il viendra à la supputation du faiblage de la pesée. »

Le conseiller procédait de même pour les espèces d'argent. Il tenait registre de toutes ces pesées et en dressait un rapport.

Le même jour, ou peu après, la Cour procédait au calcul des faiblages de poids et d'écharcetés de loi des espèces enregistrées sur le papier de délivrance. Le garde du Comptoir en tenait également registre.

Enfin venait le jugement proprement dit des boîtes.

Le conseiller-garde du Comptoir faisait rechercher

dans les recettes générales et ailleurs des deniers courants, c'est-à-dire des espèces semblables à celles des boîtes, mais circulant dans les bourses des particuliers.

Il contrôlait par ces deniers courants les faiblagés de poids et écharcetés de loi des deniers embottés. Pour y parvenir, il faisait deux ou trois pesées des deniers courants, il rapprochait la défectuosité constatée dans ces deniers courants, de la défectuosité trouvée dans les deniers embottés. Puis il faisait faire dix ou douze essais, moitié de deniers de boîte, moitié de deniers courants par l'essayeur général, et autant de contre-essais par l'essayeur particulier.

Il transcrivait sur son registre les résultats de tous ces essais. Ainsi documenté, il faisait et déposait son rapport.

Alors, sur le rapport du conseiller garde du Comptoir, chacun des conseillers de la Cour opinait en ce qui concerne les faiblagés de poids et les écharcetés de loi. Le jugement était ainsi obtenu.

A la suite de ce jugement, des états étaient adressés aux fermiers des monnaies.

Le conseiller garde du Comptoir faisait écrire le dit jugement à la fin du papier de délivrance et le tout était transmis au fermier. L'état mentionnait aussi le débet que le fermier devait au roi pour droit de seigneurage et de brassage.

Le Procureur général opérait les poursuites et décernait les contraintes nécessaires contre le maître, ainsi que les cautions utiles, pour le recouvrement de ce débet.

SECTION VI

Cour des Monnaies de Lyon

Pendant longtemps il n'y eut qu'une Cour des Monnaies dans tout le Royaume, celle de Paris.

En 1594, Henri IV en créa trois autres : une à Lyon, une à Toulouse, une troisième à Poitiers. Mais elles furent aussitôt supprimées.

En 1645, Louis XIII créa deux Cours des Monnaies l'une à Lyon, l'autre à Libourne. Mais elles furent supprimées dans le même mois de la même année.

Enfin, en 1704, Louis XIV érigea une Cour des Monnaies en la ville de Lyon à l'instar de la Cour des Monnaies de Paris. Cette fois l'institution subsista.

Les motifs de cette création, aux termes de l'édit de juin 1704, consistaient principalement dans la « situation de la ville de Lyon, si voisine de Genève, de l'Allemagne et de l'Italie ». Situation « qui favorise le transport des espèces, les fausses réformations, le billonnage et tous les autres abus qui se com-

mettent dans le fait des monnaies ». Considérant que les condamnations portées par les conseillers et commissaires de la Cour des Monnaies de Paris n'avaient pas mis fin à ces faits répréhensibles, l'édit érigeait une nouvelle Cour des Monnaies à Lyon.

Celle-ci, avant, dans son ressort, une juridiction semblable et égale à celle de Paris. Elle jugeait en dernier ressort toutes les causes tant civiles que criminelles, « en quelque sorte et manière que ce soit », dont la Cour de Paris avait antérieurement connaissance.

Elle jugeait aussi les deniers des boîtes avec la même autorité et dans les mêmes conditions que la Cour des Monnaies de Paris (1).

1. Bazinghen : *Cour des Monnaies*, p. 266 et suiv., avec le texte de l'Edit de 1704.

CHAPITRE III

Les Hôtels des Monnaies

Leur organisation. — Les Officiers particuliers

Les monnaies étaient fabriquées dans les Hôtels des Monnaies. Ces Hôtels, nombreux sous les Mérovingiens, furent notablement réduits par les Carolingiens.

Nous avons mentionné au cours de ce travail, le capitulaire par lequel Charlemagne décida qu'en principe la monnaie ne serait plus fabriquée que dans son Palais, mais il laissait la porte ouverte aux exceptions en ajoutant : à moins que nous n'en ordonnions autrement (1).

Aussi les ateliers monétaires se multiplièrent-ils sous Charles le Chauve. Ce roi ordonna que la monnaie serait fabriquée, non seulement dans son Palais,

1. Capitulaire de 805 : « De falsis monetis, quia in multis locis contra justitiam et contra edictum fiunt, volumus ut in alio loco moneta fit, nisi in Palatio nostro, nisi forte a nobis iterum fuerit ordinatum. »

mais aussi dans les villes de Quentonvic, Rouen, Reims, Sens, Paris, Orléans, Châlons, Nesle et Narbonne (1).

Depuis cette époque, les rois établirent des hôtels des monnaies en plusieurs autres villes du Royaume. Sous une réglementation royale de plus en plus ferme et précise, les lieux de fabrication devinrent de plus en plus nombreux. On était alors loin du vieux capitulaire de Charlemagne réservant en principe cette fabrication au seul Palais royal.

A la fin du ^{xviii}^e siècle, il existait des hôtels des monnaies dans les villes de Paris, Rouen, Caen, Tours, Poitiers, La Rochelle, Limoges, Bordeaux, Dijon, Orléans, Reims, Nantes, Troyes, Amiens, Bourges, Rennes, Lille, Metz, Strasbourg et Besançon. Tous ces hôtels étaient du ressort de la Cour des Monnaies de Paris.

De plus les Hôtels des Monnaies établis dans les villes de Lyon, Bayonne, Toulouse, Montpellier, Riom, Perpignan, Grenoble, Aix, Pau, ressortissaient à la Cour des Monnaies de Lyon (2).

Un Hôtel des Monnaies était un organisme impor-

1. Le capitulaire de Charles le Chauve de 864 est ainsi conçu : « Constituimus ut in nullo loco moneta fiat, nisi in Palatio et in Quentonvico, ac Rocomago, et in Remis, et in Senonis, et in Parisiis, in Aurelianis », etc.

2. Bazinghen. V^o Hôtel des Monnaies. Sur les espèces, la ville de fabrication était désignée par une lettre différente. La ville de Pau était désignée par une vache.

tant et compliqué. La description complète d'un atelier monétaire dépasserait les limites de cette étude. Nous n'en donnerons ici qu'une vue schématique.

Fabriquer de la monnaie, c'était transformer les matières d'or et d'argent portées dans les monnaies en espèces aux coins et armés du Roi.

Ces matières étaient à différents titres, aussi les directeurs, avant de les employer, en faisaient pratiquer l'alliage sur le pied du titre des espèces à fabriquer. Puis les matières étaient fondues, moulées et jetées en lame, passées au laminoir. On nommait, flaons, les espèces non encore monnayées.

Le Prévôt distribuait les flaons aux ajusteurs et aux tailleresses pour les ajuster au poids des espèces. Les flaons ainsi ajustés étaient remis par le Prévôt entre les mains du directeur avec ceux qui étaient rebutés comme faibles et les limailles, le tout, poids pour poids ; cela s'appelait : rendre la brève.

Les flaons étaient blanchis ou colorés puis livrés à l'entrepreneur de la machine à marquer sur la branche, ce dont mention était faite par un registre coté et paraphé par les juges-gardes.

Les flaons marqués étaient livrés aux ouvriers monnayeurs, d'où nouvelle mention sur des registres également cotés par les juges-gardes.

Quand le flaon était monnayé, on l'appelait denier de monnayage. Ces deniers étaient remis aux juges-gardes qui en faisaient délivrance.

L'essayeur procédait à l'essai des espèces en présence du substitut, du procureur et en faisait rapport aux gardes. Ceux-ci pesaient les espèces et en dressaient rapport.

Les espèces étaient enfin délivrées au Directeur qui payait alors au Prévôt des ajusteurs et au Prévôt des monnayeurs un certain prix proportionnel, lequel était distribué entre les ouvriers.

Telle était, très sommairement indiquée, l'œuvre du monnayage.

L'intérêt public exigeait une réglementation et une surveillance continuelles. Elles étaient faites par des officiers, créés en titre d'office, qui recevaient des lettres de provision, dont l'adresse était faite aux généraux-maitres et à la Cour des Monnaies.

Considérons donc ces nombreux hôtels et ateliers monétaires qui s'élevaient sur le territoire du Royaume.

Chaque hôtel des monnaies possédait une collectivité d'officiers qui y étaient établis par le roi en vue de la fabrication, de l'inspection, et de la juridiction des monnaies.

Ces officiers étaient les suivants :

Le général provincial ;

Le directeur des Monnaies ;

Les juges-gardes ;

Les contrôleurs contre-gardes ;

Les gardes-scel ;

Les procureurs du Roi ;

Les avocats du Roi ;

Les essayeurs ;

Les tailleurs ;

Lés monnayeurs ;

Les greffiers ;

Les huissiers.

Quel était le rôle joué par chacun d'eux dans l'économie de l'Hôtel ?

On les appelait dans leur ensemble des officiers particuliers, pour les distinguer des officiers composant la Cour des Monnaies et pour marquer que leur compétence se limitait à l'hôtel dans lequel ils étaient établis.

I

Les Généraux provinciaux étaient des juges établis dans différentes provinces du royaume pour présider aux jugements rendus dans les juridictions subordonnées à la Cour des Monnaies, telles que celles qui existaient dans les Hôtels des Monnaies du Royaume (1).

Les Généraux provinciaux furent d'abord appelés généraux subsidiaires. Cette qualification primitive venait de ce que, à l'origine, ces personnages ne

1. Boizard, p. 373 ; Constans, p. 499 ; Bazinhen. V^o Généraux Provinciaux.

connurent que subsidiairement aux généraux-maîtres des Monnaies, des affaires que ceux-ci leur renvoyaient.

Mais leur compétence s'affirma et s'élargit lorsque les rois créèrent des généraux subsidiaires dans les Provinces de Languedoc, de Guyenne, de Bretagne, de Bourgogne, de Normandie, de Dauphiné et de Provence. Alors ils eurent juridiction principale et non plus subsidiaire dans les provinces où ils étaient installés. Les historiens rapportent qu'ils s'y firent surtout remarquer par des malversations en conséquence desquelles un Edit du 18 mars 1549 prononça leur suppression.

Les généraux furent rétablis dans les mêmes provinces sous le nom de généraux provinciaux par un édit de mars 1577. Ils reçurent alors la même juridiction que les présidents et conseillers de la Cour dans les provinces et leurs départements.

Notons toutefois que les généraux provinciaux n'avaient point juridiction, dans les Hôtels des Monnaies, en ce qui concernait les matières relatives à la fabrication des espèces, circonstances et dépendances. Cette juridiction, en l'absence des présidents et conseillers de la Cour, appartenait exclusivement aux juges-gardes.

II

Dans chaque monnaie il y avait un directeur, ou trésorier particulier (1).

Cet officier avait le titre de maître des Monnaies à l'époque où celles-ci étaient affermées.

Le directeur faisait le change des matières destinées à être converties en espèces, se chargeait des deniers passés en délivrance et conservait les dépenses relatives à la régie des Monnaies. A la fin de chaque année il rendait compte au directeur général et il devait lui envoyer mensuellement des bordereaux de recette et dépense.

Au sujet de la manutention de la monnaie, le directeur rendait trois comptes différents : le compte en matière et le compte de fin au directeur général, le compte de caisse au trésorier général.

Le compte en matière était arrêté par le directeur général et jugé par la Chambre des Comptes. Le compte de fin était jugé sur le certificat du directeur général. Le compte de caisse était rendu au Conseil par le trésorier général.

1. Ordonnances de 1507, 1540, 1543, 1551, 1554, 1563, 1566, 1586, 1596 — Edit de juin 1696 — Edit de 1719, voir Bazin ghen. V^o Directeurs.

III

Les juges-gardes constituaient un rouage essentiel du mécanisme des hôtels et ateliers monétaires.

Philippe-Auguste, par édit de juillet 1214, créa des gardes et ordonna qu'ils prendraient des lettres de provision des généraux-maîtres des Monnaies, auxquels il donna la faculté d'y pourvoir.

En 1426, Charles VII accorda des lettres de provision de ces offices dont l'adresse fut toujours faite aux généraux-maîtres des Monnaies.

Le nombre des gardes fut d'ailleurs réduit à deux dans chaque monnaie par Charles V (1).

Des ordonnances de François I^{er} (1540) et de Henri II (1554) ; une déclaration de Louis XIV du 25 octobre 1689, fixèrent les fonctions de ces importants personnages.

Les unes étaient d'ordre technique, les autres d'ordre proprement judiciaire.

Examinons d'abord les fonctions et obligations relatives au contrôle de la fabrication et à la surveillance de l'atelier.

Les gardes font la police des Monnaies et n'y

1. « Custodes monetæ in una quoque officina monetaria ad duos reduxit Carolus V Regens », 27 februarii 1369. Glossaire de Du Cange. Bazinghen. V^o Juges-Gardes.

doivent laisser pénétrer personne, excepté ceux qui ont à faire aux maîtres des Monnaies (ordonnance de 1540). Ils ont la surveillance des poids et ils doivent avoir l'œil à ce que les maîtres des Monnaies ne changent pas les poids qui auront été étalonnés sur celui de la Cour des Monnaies ; ils doivent veiller à la justice des balances et assister fréquemment aux essais (ordonnance de 1554). Ils doivent assister aux affinements et délivrances, tenir registre des noms et domiciles des ouvriers et monnayeurs, des quantités et qualités des matières livrées ainsi que de ce qui sera rendu par cisailles (ordonnance de 1554). Ils surveillent le travail des ouvriers, sont attentifs à ce que les brèves soient rendues dans de bonnes conditions ; ils reçoivent des tailleurs les fers nécessaires au monnayage, en tiennent registre et exigent des tailleurs que leurs fers soient de la grandeur et rotondité gravée en la matrice donnée par le tailleur général.

En cas de malfaçon, les deniers sont remis à la fonte, et non seulement l'ouvrier ne reçoit pas de salaire pour cet ouvrage, mais il doit rembourser le maître particulier de la perte qui lui est ainsi causée.

Ce remboursement s'opère par une déduction sur le salaire d'autres ouvrages. C'est aux gardes qu'il incombe d'assurer l'observation de ces règles. Mais c'est à eux également qu'il appartient de veiller à ce que les maîtres paient exactement aux ouvriers le salaire fixé par les ordonnances.

Pour vérifier le travail, les gardes doivent envoyer, de six mois en six mois, les coins hors d'usage aux Généraux des monnaies qui les feront enfermer dans un coffre dont l'un des présidents, un général et le greffier auront chacun une clef différente.

Sous peine d'amende, d'ailleurs, les gardes devront conserver les coins ayant servi à la fabrication, jusqu'au jugement des boîtes.

A la reddition des brèves, les gardes vérifient les pièces, une à une ; ils cisaillent et font refondre, aux dépens, soit des ouvriers, soit des monnayeurs, celles qui sont mal monnayées ou qui n'ont pas le poids voulu. Les espèces ainsi vérifiées sont placées dans un coffre dont les gardes et l'essayeur ont chacun une clef différente.

Les gardes vérifient l'état des maitres et le fonds de tout ce que ceux-ci doivent avoir en mains pour le maniement des monnaies. Ils en dressent procès-verbal et avertissent souvent la Cour des Monnaies pour pourvoir à ce qui est nécessaire.

Le registre des délivrances tenu par les gardes, est coté et paraphé par les commissaires généraux.

Ce registre contient la quantité, le poids, et le titre des lingots affinés et poinçonnés.

Chaque année, les gardes font clore la boîte de tout ce qui a été fabriqué dans la Monnaie ;

Chaque année également, ils envoient au greffier de la Cour les deniers de boîte et le registre des

délivrances clos et scellé. Ils rendent au maître, après le jugement définitif des boîtes, toutes les feuilles d'or et d'argent (Déclaration du 25 octobre 1689).

L'arrêt du Conseil du 9 décembre 1702 ordonne aux juges-gardes des Monnaies, dans lesquelles il se doit faire quelque travail pour le compte de Sa Majesté, et dont il doit être fait recette à son profit, de faire mention dans les papiers « des délivrances, du nombre et de la valeur des espèces passées en délivrance, des faiblages et écharcetés (1) qui s'y trouvent, du total du poids et de la somme à laquelle se montera chaque délivrance... »

On voit par cette analyse combien varié et capital était le rôle des gardes dans les monnaies. Ils ne le remplissaient pas sans profit.

Les gardes étaient rémunérés et récompensés de leur travail de contrôle et de surveillance. Pour engager les gardes à assister assidûment aux affrises et à tenir registre des matières affinées, la Déclaration du 25 octobre 1689 ordonna aux affriseurs de payer à chacun d'eux six deniers pour chaque marc d'or et deux deniers pour chaque marc

1. Le faiblage était l'affaiblissement du poids des monnaies permis par les Ordonnances.

Quant à l'écharceté (du mot échars) c'était proprement l'épargne que l'on faisait de l'or et de l'argent en y substituant d'autres métaux. C'était en somme l'opération de l'alliage. Ainsi on appelait un louis échars celui où le titre de l'or est un peu trop affaibli. Voir Bazinghen. V^o Faiblage. Echarceté.

d'argent ; de plus en cas d'absence d'un garde, celui qui était présent devait jouir entièrement du sol pour le marc d'or et des quatre deniers pour le marc d'argent. Il n'est pas difficile d'imaginer combien ces dispositions durent encourager les gardes à être présents et à appliquer leurs poinçons sur les lingots.

Telles étaient les attributions techniques des gardes et tels étaient les avantages qui en formaient la contre-partie.

Mais le nom même de ces officiers indiquait la dualité de leurs fonctions. Les juges-gardes étaient aussi pourvus d'attributions judiciaires.

Aux termes des Edits de 1555 et de 1577, ils connaissaient par concurrence avec les présidiaux, bail-lis, sénéchaux et autres juges, des crimes de fabrication et exposition de fausse monnaie, rognure, fourrure, altération, fonte et fausse réforme, billonnage, transport d'espèces et autres crimes de la Juridiction concurrente des Cours des Monnaies ; le tout à charge de l'appel aux Cours des Monnaies chacun à son égard et dans l'étendue de leur ressort.

L'arrêt du Conseil du 9 août 1680 ordonna que les juges-gardes des monnaies et autres juges inférieurs dépendant de la Cour des Monnaies connaissent en première instance des élections et serment des jurés et gardes de l'orfèvrerie, réception des compagnons orfèvres à la maîtrise et contestations

qui surviendront pour raison de ce, avec défense à tous juges d'en connaître.

L'arrêt du 6 septembre 1695 ordonna que les juges-gardes de la monnaie de Besançon, créés par l'Edit de décembre 1693, exerceraient dans leur ressort la même juridiction que les autres juges-gardes des monnaies du Royaume.

Enfin un arrêt du 21 septembre 1700, servant de règlement dans les villes conquises et cédées aux Pays-Bas, conféra une juridiction similaire aux juges-gardes de la monnaie de Lille. Cet arrêt portait que les sentences de ces officiers, rendues contre les orfèvres et autres ouvriers d'or et d'argent, seraient exécutées sans permission des magistrats des villes et bourgs et sans que les juges-gardes soient tenus de se faire assister d'aucuns échevins (1).

IV

Des juges-gardes il faut rapprocher les contre-gardes. Le contre-garde est chargé de l'inspection générale du travail dans les Hôtels des Monnaies. Il est en somme un suppléant du juge-garde qu'il remplace en cas d'absence.

Il fut créé par un Edit de Philippe Auguste de juillet 1214. Mais un Edit de Louis XIV de juin 1696

1. Bazinghen. V^o Juges-Gardes, p. 607.

le supprima pour créer l'office des contrôleurs-contre-garde. Ceux-ci, portait ce dernier Edit, « tiendront registre de toutes les matières d'or, d'argent et de billon qui auront été apportées au change des dites monnaies, feront payer comptant ou à tour de rôle le prix des dites matières, suivant les tarifs arrêtés en notre dite Cour des Monnaies, assisteront à toutes les délivrances, même à celles qui seront faites par les juges-gardes aux directeurs, dont ils tiendront aussi registre, et feront fonctions des dits juges-gardes en leur absence, auquel cas ils en recevront les droits, et feront au surplus les fonctions des dits contre-gardes supprimés ». Les contrôleurs-contre-gardes devaient encore, aux termes des ordonnances, assister aux fontes, contrôler les comptes et dépenses et particulièrement les mémoires des ouvriers.

En février 1705, l'office de contrôleur-contre-garde fut supprimé, mais il fut rétabli au mois de juin suivant.

V

Chaque hôtel des monnaies avait un essayeur dont la mission était d'éprouver si les matières destinées à la fabrication des espèces et si les espèces fabriquées étaient au titre prescrit par les ordonnances. Nous n'entrerons pas ici dans la description des opé-

rations assez compliquées dont l'ensemble constituait l'essai (1).

Nous rappellerons seulement que les essayeurs particuliers avaient à leur tête un essayeur général résidant en l'Hôtel des Monnaies de Paris.

Des ordonnances de 1540, 1551, 1554, contiennent un certain nombre de dispositions relatives aux devoirs et fonctions des essayeurs. De plus un Edit de 1581 a accordé aux Essayeurs le droit d'hérédité et de logement dans les Hôtels des Monnaies. En cas de mort ou de résignations ils étaient donc obligés de prendre des provisions du Roi et ils étaient reçus par la Cour des Monnaies après information sur leur vie et mœurs, et expérience faite de leur capacité.

VI

Les tailleurs particuliers étaient chargés de graver, dans les hôtels des monnaies, auxquels ils étaient attachés, les carrés nécessaires pour le service.

Il y avait un tailleur dans chaque monnaie (2) : Le Tailleur général des monnaies de France taillait et gravait seul les poinçons et matrices sur lesquels les

1. Bazinghen. V^o Essai et essayeurs.

2. Boizard, p. 481 ; Bazinghen. V^o Tailleur.

tailleurs particuliers devaient frapper et graver les carrés servant à la fabrication des espèces dans les diverses monnaies.

Les fonctions des tailleurs et la représentation technique de leur métier étaient contenues dans les ordonnances de 1549, 1554, 1586.

VII

Les monnayeurs portaient primitivement le titre de monnayeurs et ouvriers, parce qu'ils accomplissaient toutes les opérations du monnayage. Mais une modification et une division plus grande furent introduites dans le travail des monnaies. On fit usage du balancier et les Directeurs remirent les pièces en flaons aux ajusteurs et monnayeurs. Dès lors ceux-ci n'étant plus chargés que d'ajuster les pièces et de les monnayer, on supprima le terme d'ouvrier et on se servit seulement de celui d'ajusteur et de monnayeur.

A cette qualification on ajoutait dans quelques monnaies : du *serment de France*. « Autrefois pour distinguer les ajusteurs et monnayeurs de ceux qui étaient du serment d'Empire, à présent pour ne pas les confondre avec les monnayeurs et ajusteurs de nouvelle création, c'est-à-dire ceux qui ont été créés

à mesure qu'il a plu aux Rois d'établir des monnaies... » (1)

Quelques indications sont ici nécessaires pour l'intelligence de ces expressions : serment de France, serment de l'Empire (2).

Le serment de France remonte aux Carolingiens qui, pour réprimer les désordres des monnayeurs mérovingiens, obligèrent les ouvriers de leur atelier à prêter serment.

A l'imitation de la France, les pays limitrophes créèrent aussi des serments.

Il y avait trois modes d'admission au serment : l'hérédité, la nomination par événement royal, la création en masse dictée par la nécessité. L'application du principe d'hérédité était limitée par deux conditions. En premier lieu, ce principe ne pouvait, sauf exception, s'étendre au delà du deuxième degré de descendance directe. En second lieu, la Chambre des Monnaies devait être avertie de toute nouvelle réception. La création royale conférait les mêmes droits et les mêmes privilèges que la qualité de monnayeur héréditaire. Le roi procédait à des nominations quand il y avait des vides à combler dans les ateliers.

Après un apprentissage qui ne pouvait commen-

1. Bazinghen. V. Monnoieur.

2. Voir Viollet, *le Roi et ses ministres*, p. 154 et suivantes. — Monnaies du serment d'Empire.

cer qu'à l'âge de douze ans accomplis et qui durait, suivant le cas, un ou deux ans, le futur monnayeur devait faire une épreuve. Celle-ci était jugée à Paris, par les Généraux-Maitres, en province par les gardes des Ateliers, assistés du Prévôt et de plusieurs compagnons.

Les règlements compris dans le serment concernaient, soit le travail proprement dit, soit la police de l'atelier, soit des devoirs de morale et de charité.

Le serment comportait l'octroi de privilèges : exemption d'impôts, d'ort et de guest, sauvegarde, droit de sceau « committimus ». Des profits de diverse nature étaient également attachés au serment.

A côté du serment de France existait ce qu'on appelait le serment de l'Empire.

Les monnayeurs du serment de l'Empire étaient les anciens monnayeurs du Royaume d'Arles, annexés à l'Empire à la fin du xv^e siècle. Ce serment possédait en France une organisation très particulière.

A la tête se trouvait un Parlement général remplaçant la Chambre des Monnaies.

Des procureurs élus au Parlement élistaient à leur tour un président appelé Prévôt général.

Le Parlement possédait un pouvoir administratif et judiciaire. Il rédigeait les statuts et connaissait de toutes les questions relatives aux réceptions. Il jugeait en appel les sentences rendues par les pré-

vôts particuliers et en première instance les causes que lui remettaient volontairement les mêmes Prévôts. Dans la première moitié du xiv^e siècle, les ouvriers de l'Empire travaillaient pour les rois de France. Le Parlement général et la Chambre des Monnaies exerçaient sur eux une action parallèle. Mais celle de la Chambre des Monnaies devint prépondérante au xv^e siècle.

Il s'opère d'ailleurs une fusion du serment de France et du serment d'Empire.

Les monnayeurs et ajusteurs ne formaient qu'un seul corps. Ils étaient cependant partagés en deux compagnies ayant chacune un prévôt et un lieutenant élus à vie.

Les monnayeurs et ajusteurs transmettaient leurs fonctions, non seulement à leurs enfants mâles, mais encore à leurs filles qui devenaient tailleresses, c'est-à-dire ouvrières arrondissant les flaons avec des cizoirs.

La Cour des Monnaies s'informait de la filiation, des vies et mœurs des tailleresses. Ensuite celles-ci, comme tous les monnayeurs et ajusteurs, prêtaient serment devant leur Prévôt et lieutenant.

VIII

Enfin, nous avons dit qu'un Hôtel des Monnaies comprenait aussi un procureur et un avocat du Roi.

des greffiers et des huissiers, et un garde-scel. Les fonctions de ce dernier officier, créées par Edit d'octobre 1699, consistaient à sceller tous les jugements et actes émanés de la monnaie en laquelle ils étaient établis et à sceller gratis tous ceux qui étaient passés et expédiés pour le compte du Roi.

CONCLUSION

A l'époque moderne on admet en général le monopole de la frappe. C'est l'Etat qui doit frapper lui-même la monnaie ; il ne doit pas confier cette frappe à des entreprises privées soumises à son contrôle. La garantie publique ne peut, en effet, être donnée qu'à des monnaies sortant d'ateliers nationaux. Il ne faut pas d'ailleurs confondre le monopole de la frappe avec le monopole d'émission, c'est-à-dire le droit des agents de l'Etat de fixer discrétionnairement la quantité de monnaie à émettre. Les Etats civilisés admettent la liberté pour les particuliers de faire transformer en monnaie les lingots d'or en quantité illimitée.

Ainsi les principes généralement admis aujourd'hui sont les suivants : liberté d'émission pour la monnaie autre que la monnaie de billon ; monopole de frappe, fabrication en régie. En France, jusqu'en 1880, la fabrication des monnaies avait lieu d'après le système de l'entreprise. La régie a été substituée par la loi du 31 juillet 1879. L'administration de la régie

est surveillée par une commission de contrôle de la circulation monétaire, chargée de s'assurer de la régularité de l'émission des pièces au point de vue du poids et du titre.

A l'occasion de la frappe, l'Etat français perçoit une redevance minime qui correspond à ce qu'on appelait autrefois le droit de brassage.

La plupart des pays pratiquent le système de la régie. Mais, dans certains d'entre eux, le monnayage ne donne lieu à la perception d'aucune redevance.

Les bénéfices du monopole de la frappe, lorsqu'ils existent, et les bénéfices de l'émission des monnaies de billon sont largement absorbés, par les dépenses qu'entraîne la réfection des monnaies usées (frai), dépenses qu'on considère unanimement comme devant être supportées par le Trésor public, dans l'intérêt même de la circulation de la monnaie.

Vu : le Président de la thèse

E. CHÉNON

Vu le Doyen,

F. LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

L. POINCARÉ

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES ANCIENS

Abot de Bazinghen : Conseiller en la Cour des Monnaies de Paris. — Traité des Monnaies et de la Juridiction de la Cour des Monnaies en forme de dictionnaire, 1764.

Boizard. — Traité des monnaies, de leurs circonstances et dépendances, 1692. Boizard était aussi conseiller en la Cour des Monnaies.

Constans. — Traité de la Cour des Monnaies et de l'étendue de sa juridiction, 1657. Constans était juge-garde de la Monnaie de Toulouse.

Poullain. — Traité des Monnaies, 1709. Poullain était conseiller en la Cour des Monnaies.

Murjart de Vouglans. — Institutes criminelles, 1762.

OUVRAGES MODERNES

Flach. — Les origines de l'ancienne France, t. III.

Prou. — Introduction au Catalogue des Monnaies mérovingiennes.

— Introduction au catalogue des Monnaies carolingiennes.

Vuitry. — Etude sur le régime financier de la France avant la Révolution de 89.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5
 CHAPITRE PREMIER. — Du monopole royal en matière de monnaie et de ses divers modes d'exploitation	
.....	11
Monopole royal.....	11
Le seigneurage.....	22
Modes d'Exploitation.....	27
 CHAPITRE II. — La Cour des Monnaies	33
Origine. — Histoire. — Organisation. — Jurisdiction	33
<i>Section I. — Origines</i>	34
Origines lointaines. — Période romaine. — Période mérovingienne. — Période carolingienne	35
Origines immédiates. — Les généraux-maîtres des Monnaies	43
<i>Section II. — Erection de la Chambre des Monnaies</i>	48
<i>Section III. — Erection de la Chambre des Monnaies en Cour Souveraine</i>	51
<i>Section IV. — Organisation de la Cour</i>	53

<i>Section V. — Juridiction de la Cour.....</i>	60
Juridiction privative.....	62
Justiciables.....	65
Juridiction cumulative.....	75
Jugement des boîtes.....	78
<i>Section VI. — Cour des Monnaies de Lyon.....</i>	82
CHAPITRE III. — Les Hôtels des Monnaies.....	84
<i>Organisation. — Officiers particuliers.....</i>	84
CONCLUSION.....	105
BIBLIOGRAPHIE.....	107

IMP. JOUVE ET CIE, 15, RUE RACINE, PARIS — 5015-19
